



**RAPPORT DE GESTION**  
**SUR FORMULAIRE 51-102A1**

**EXERCICE CLOS LE**  
**31 AOÛT 2016**

**Le 27 octobre 2016**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	1
Mise en garde concernant les informations prospectives.....	1
Premier exercice de présentation selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).....	2
Activités de NAV CANADA .....	2
Stratégie financière et réglementation des tarifs .....	2
Principales informations financières annuelles .....	4
Faits saillants financiers de l'exercice clos le 31 août 2016 .....	9
Principales questions financières.....	11
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b> .....	17
Produits .....	17
Charges d'exploitation.....	21
Autres (produits) et charges.....	22
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) .....	23
Mouvements du compte de stabilisation des tarifs .....	24
Autres éléments du résultat global.....	25
Résultats non distribués.....	26
Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs .....	26
Perspectives financières .....	28
Couverture par le bénéfice et les flux de trésorerie .....	31
Transactions avec des parties liées.....	32
<b>SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS</b> .....	33
Informations financières trimestrielles (non audité) .....	33
Analyse des résultats trimestriels .....	34
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT</b> .....	34
Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016 .....	35
Liquidités et stratégie de financement .....	36
Cotes de crédit.....	40
Besoins en trésorerie .....	41
Gestion du capital .....	46
Instruments financiers et gestion des risques.....	47
<b>CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES</b> .....	53
Transition aux IFRS .....	53
Prises de position comptable futures.....	55
<b>PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS</b> .....	57
Jugements critiques .....	57
Principales sources d'incertitude liée aux estimations et aux hypothèses .....	58
<b>CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET</b>	
<b>CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE</b> .....	60
Contrôles et procédures de communication de l'information.....	60
Contrôle interne à l'égard de l'information financière .....	61
Changements apportés au CIIF .....	61



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

## **INTRODUCTION**

Le présent rapport de gestion porte sur la situation financière, les résultats d'exploitation, le résultat global et les flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 août 2016 (l'« exercice 2016 ») de NAV CANADA (aussi désignée dans le présent rapport de gestion comme « nous », « nos » ou la « Société »). Il doit être lu à la lumière de nos états financiers consolidés audités et des notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 août 2016 ainsi que de notre notice annuelle 2016 datée du 27 octobre 2016 (la « notice annuelle de l'exercice 2016 »). De plus amples renseignements sur NAV CANADA, y compris nos états financiers de l'exercice 2016 et de l'exercice clos le 31 août 2015 (l'« exercice 2015 ») ainsi que notre notice annuelle de l'exercice 2016, sont disponibles sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Nos états financiers sont établis en dollars canadiens (« \$ CA ») et ils sont conformes aux IFRS. Notre Comité de la vérification et des finances a examiné le présent rapport de gestion, lequel a été approuvé par le conseil d'administration (le « conseil ») de la Société avant d'être déposé.

### **Mise en garde concernant les informations prospectives**

Le présent rapport de gestion et plus particulièrement, sans toutefois s'y limiter, les rubriques « INTRODUCTION – Principales questions financières – Circulation aérienne et redevances d'usage », « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Produits – Redevances d'usage », « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Perspectives financières », « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite » et « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Dépenses d'investissement et autres investissements » contiennent certains énoncés sur les attentes de NAV CANADA. Ces énoncés se distinguent généralement par l'utilisation de termes comme « anticiper », « planifier », « croire », « avoir l'intention de », « prévoir », « estimer », « se rapprocher » ainsi que d'autres termes semblables ou verbes conjugués au conditionnel ou au futur tels que « sera », « devra », « devrait » et « pourrait » ou la forme négative de ceux-ci. Étant donné que ces énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes futurs, les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux fournis, explicitement ou implicitement, dans ces énoncés. Les risques et les incertitudes comprennent, notamment, l'agitation géopolitique, les attaques terroristes et la menace d'attaques terroristes, les guerres, les épidémies ou les pandémies, les catastrophes naturelles, les situations météorologiques, les préoccupations environnementales, les attaques visant la cybersécurité, les négociations collectives, les arbitrages, l'embauche, la formation et le maintien en poste du personnel, les conditions du secteur de l'aviation en général, la circulation aérienne, l'utilisation des télécommunications et des moyens de transport terrestre au détriment du transport aérien, la conjoncture des marchés financiers et de l'économie, la capacité de percevoir les redevances d'usage et de réduire les charges d'exploitation, la satisfaction des critères à l'égard des tranches de placement restantes dans Aireon LLC (« Aireon »), notamment la mise en place réussie du système Aireon, le succès de notre placement dans une capacité de surveillance des aéronefs installée dans l'espace par l'intermédiaire d'Aireon, les pertes sur créances sur les placements, les variations des taux d'intérêt, les modifications des lois, y compris les changements fiscaux, les changements défavorables de la réglementation ou des poursuites et les litiges. Certains de ces risques et de ces incertitudes sont exposés dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle de l'exercice 2016. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion traduisent nos attentes en date du 27 octobre 2016 et peuvent changer après cette date. Les lecteurs du présent rapport de gestion sont priés de ne pas se fier indûment à aucun énoncé prospectif. Nous déclinons toute intention ou toute obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif par suite de nouvelles informations ou d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Premier exercice de présentation selon les Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 août 2016 et 2015 représentent les premiers états financiers annuels établis selon les IFRS. Les états financiers consolidés annuels antérieurs étaient établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR canadiens ») figurant dans la Partie V – Normes comptables pré-basculement. Les chiffres comparatifs de l'exercice 2015 ont été retraités pour répondre aux exigences des IFRS. Pour un résumé des incidences liées à l'adoption des IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES – Transition aux IFRS ».

Les autres chiffres comparatifs présentés dans le présent rapport de gestion pour des périodes antérieures à l'exercice 2015 n'ont pas été retraités et sont établis selon les PCGR canadiens. Par conséquent, cette information pourrait ne plus être comparable.

**Activités de NAV CANADA**

Société du secteur privé sans capital social, NAV CANADA exploite le système de navigation aérienne civile (le « SNA ») du Canada. Nous sommes dotés d'installations dans l'ensemble du Canada et nous fournissons des services de navigation aérienne aux propriétaires et aux exploitants d'aéronefs, notamment des services de contrôle de la circulation aérienne, des services d'information de vol, des bulletins météorologiques, des services consultatifs d'aéroport, des services d'information aéronautique et des aides électroniques à la navigation, dans l'espace aérien sous le contrôle du Canada.

L'activité principale de la Société consiste à gérer et à exploiter le SNA du Canada et les services connexes, et ce, d'une manière sécuritaire, efficiente et rentable, tant dans l'espace aérien sous le contrôle du Canada que dans l'espace aérien international dont la responsabilité a été cédée au Canada en vertu d'ententes internationales.

**Stratégie financière et réglementation des tarifs**

Quand vient le temps d'établir de nouvelles redevances d'usage ou de réviser les redevances existantes, nous devons respecter les paramètres de la loi régissant nos activités, soit la *Loi sur la commercialisation du système de navigation aérienne civile* (la « Loi sur le SNA »), qui nous empêche d'établir les redevances d'usage à un montant supérieur à celui dont nous avons besoin pour répondre à nos besoins financiers relativement à la prestation de services de navigation aérienne. Aux termes de ces principes, le conseil approuve le montant et le calendrier des modifications à apporter aux redevances d'usage. Le conseil approuve également le budget annuel de la Société, dans lequel les montants devant être recouverts au moyen des redevances d'usage sont établis pour l'exercice suivant. Nous visons à atteindre des résultats financiers qui correspondent essentiellement au seuil de rentabilité à la clôture de chaque exercice. Du fait des variations saisonnières prévues et d'autres fluctuations des volumes de circulation aérienne et étant donné que la plupart de nos coûts sont fixes, nos résultats financiers trimestriels pourraient ne pas atteindre le seuil de rentabilité, après la comptabilisation des ajustements du compte de stabilisation des tarifs. Cette situation est illustrée dans le tableau sous « SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS – Informations financières trimestrielles (non audité) ».



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Comme il en a été fait mention au préalable, les redevances d'usage sont établies en fonction des besoins financiers de la Société, lesquels tiennent compte du volume estimatif de circulation aérienne et des dépenses prévues. Étant donné que les produits et les charges réels vont différer de ces estimations, l'établissement des redevances futures nécessite le recours à des méthodes qui tiendront compte des écarts. Il est également nécessaire de pallier l'incidence immédiate des facteurs imprévisibles, principalement les fluctuations des volumes de circulation aérienne découlant d'événements imprévus. Un mécanisme de « stabilisation des tarifs » nous permet d'atteindre ces objectifs, comme nous l'expliquons ci-après.

Lors de la préparation de nos états financiers consolidés, le moment de la constatation de certains produits et charges diffère de celui qui serait autrement attendu de sociétés qui ne sont pas soumises à des lois de réglementation régissant le niveau de leurs redevances. À titre d'exemple, nous ajustons notre résultat net au moyen de virements au compte de stabilisation des tarifs ou provenant de celui-ci, en fonction des écarts par rapport aux montants qui ont été utilisés lors de l'établissement des redevances d'usage. Si nos produits réels devaient dépasser nos charges réelles, l'excédent serait inscrit comme un crédit au compte de stabilisation des tarifs, et il serait remis aux clients au moyen des redevances d'usage futures. Réciproquement, si les produits réels devaient être inférieurs aux charges réelles, l'insuffisance serait inscrite comme un débit dans le compte de stabilisation des tarifs, et elle serait récupérée auprès des clients au moyen des redevances d'usage futures (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvements du compte de stabilisation des tarifs »). Dans le cadre du processus d'établissement des redevances d'usage futures, nous tenons compte du solde du compte de stabilisation des tarifs ajusté de façon théorique pour tenir compte de la tranche non liée au crédit des ajustements de juste valeur qui a été comptabilisée à l'égard des placements restructurés et autres placements dans du papier commercial adossé à des créances (« PCAC »).

Par ailleurs, certaines transactions pour lesquelles l'échéancier des flux de trésorerie diffère sensiblement du moment de la comptabilisation, la Société comptabilise des débits ou des crédits au titre des comptes de report réglementaires afin d'ajuster la comptabilisation pour tenir compte de la période au cours de laquelle ces transactions seront prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs. Ces transactions sont généralement prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs lorsque les montants doivent être réalisés en trésorerie.

Lorsque nous établissons le niveau des redevances d'usage décrites au préalable, nous prenons en considération les besoins financiers actuels et futurs de la Société et le solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs (se reporter aux rubriques « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Produits – Redevances d'usage », « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) » et « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs »).

Notre stratégie financière consiste à nous acquitter de notre mandat à l'égard des services essentiels tout en maintenant une situation financière solide, reflétée en partie par les cotes de crédit élevées que nous obtenons sur les marchés financiers. Pour maintenir cette solide situation, il convient de recourir à des méthodes prudentes qui assurent un équilibre entre les intérêts de nos principales parties intéressées tout en respectant nos obligations réglementaires et contractuelles.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

**Principales informations financières annuelles**

Le tableau suivant présente les principales informations financières consolidées de la Société pour l'exercice 2016, pour l'exercice 2015 et pour l'exercice clos le 31 août 2014 (l'« exercice 2014 »). Les informations financières selon les PCGR canadiens pour l'exercice 2014 ne sont pas directement comparables à nos informations financières pour l'exercice 2016 et l'exercice 2015. L'information présentée ci-dessous a été établie à partir des états financiers consolidés de la Société.

	Exercices clos les 31 août		
	2016 IFRS	2015 IFRS	2014 PCGR canadiens
Produits <sup>1)</sup>	1 393 \$	1 334 \$	1 272 \$
Bénéfice net (perte nette), compte tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires <sup>2)</sup>	– \$	– \$	– \$
<b>Total des actifs<sup>3)</sup></b>	<b>2 517 \$</b>	<b>2 677 \$</b>	<b>3 096 \$</b>
<b>Soldes débiteurs des comptes de report réglementaires</b>	<b>1 708 \$</b>	<b>1 131 \$</b>	<b>– \$</b>
<b>Total des passifs financiers non courants<sup>3), 4)</sup></b>	<b>1 748 \$</b>	<b>1 719 \$</b>	<b>2 113 \$</b>
<b>Total des passifs non courants, y compris les passifs financiers non courants<sup>3)</sup></b>	<b>3 488 \$</b>	<b>2 891 \$</b>	<b>2 723 \$</b>
<b>Total des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires</b>	<b>476 \$</b>	<b>448 \$</b>	<b>– \$</b>

<sup>1)</sup> Aux termes des IFRS et des PCGR canadiens, le total des produits figurant dans le tableau ci-dessus est présenté avant les ajustements au compte de stabilisation des tarifs.

<sup>2)</sup> L'information financière préparée conformément aux PCGR canadiens est présentée après la stabilisation des tarifs et compte tenu des ajustements réglementaires. Aux termes des PCGR canadiens, les ajustements réglementaires ne sont pas présentés séparément des opérations sous-jacentes comme c'est le cas aux termes des IFRS.

<sup>3)</sup> Aux termes des PCGR canadiens, les soldes débiteurs et créditeurs des comptes de report réglementaires ont été inclus dans le total des actifs et des passifs.

<sup>4)</sup> Les passifs financiers non courants comprennent la dette à long terme, les passifs dérivés et le passif financier non dérivé. Se reporter à la note 22 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice 2016.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Produits**

Au cours de l'exercice 2016, la Société a enregistré une croissance de la circulation aérienne de 4,1 % par rapport à l'exercice 2015. Cette croissance a donné lieu à une hausse des produits tirés des redevances d'usage de 53 \$. Par ailleurs, les produits tirés des contrats de développement pour la vente de solutions technologiques de gestion de la circulation aérienne et les autres produits divers ont augmenté de 6 \$. Voir la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Produits » pour obtenir de plus amples renseignements sur les soldes des produits.

Au cours de l'exercice 2015, les produits ont augmenté de 62 \$ en raison essentiellement d'une augmentation de 54 \$ au titre des redevances d'usage découlant d'une hausse de 4,6 % des volumes de circulation aérienne par rapport à ceux enregistrés à l'exercice 2014 et de l'accroissement des produits attribuables aux contrats de services et de développement pour la vente de solutions technologiques de gestion de la circulation aérienne et des autres produits divers, facteurs en partie contrebalancés par la baisse des produits tirés de la location des installations de conférence et d'hébergement.

**Bénéfice net (perte nette), compte tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires**

Conformément à la stratégie financière de la Société et à son mécanisme de stabilisation des tarifs, la Société a atteint le seuil de rentabilité pour l'exercice 2016, l'exercice 2015 et l'exercice 2014. Voir la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION » pour plus de détails sur le bénéfice net (perte nette), compte tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires.

**Total des actifs**

Au 31 août 2016, le total des actifs s'établissait à 2 517 \$, en baisse de 160 \$ par rapport à celui au 31 août 2015, principalement en raison de ce qui suit :

- une diminution de 111 \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016 »);
- une baisse de 28 \$ des débiteurs et autres en raison essentiellement de la réception au premier trimestre de l'exercice 2016 de crédits de taxe sur les intrants recouvrables découlant de la résiliation de l'opération de location-acquisition au cours de l'exercice 2015;
- une réduction de 22 \$ des immobilisations incorporelles, attribuable à l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les dépenses d'investissement;
- un prélèvement de 19 \$ sur le fonds de réserve pour le service de la dette en raison de la diminution des exigences de financement découlant de la réduction de la dette de la Société aux termes de l'acte de fiducie cadre;

partiellement compensés par :

- une augmentation de 15 \$ des immobilisations corporelles en raison de dépenses d'investissement plus élevées que la dotation à l'amortissement ;
- une hausse de 9 \$ du placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon attribuable essentiellement à la majoration des dividendes sur actions privilégiées à recevoir au cours de l'exercice;



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

- une augmentation de 5 \$ des placements attribuable surtout aux ajustements favorables de la juste valeur de 7 \$, contrebalancés en partie par la réception d'un produit de 2 \$ découlant des autres placements dans le PCAC.

Au 31 août 2015, le total des actifs aux termes des PCGR canadiens s'établissait à 2 916 \$, ce qui représente une diminution de 180 \$ par rapport à celui au 31 août 2014, surtout en raison de ce qui suit :

- une baisse de 246 \$ du fonds de réserve pour les obligations découlant de contrats de location-acquisition en raison de la résiliation de l'opération de location-acquisition incluant le virement de 37 \$ du fonds de réserve pour les obligations découlant de contrats de location-acquisition vers les placements;
- une diminution nette de 87 \$ de l'actif au titre des prestations constituées à l'égard des régimes de retraite et d'autres avantages découlant de l'excédent de la charge au titre des prestations sur les cotisations versées;
- une réduction nette de 37 \$ des immobilisations, attribuable à la résiliation de l'opération de location-acquisition de 10 \$ et à l'excédent des amortissements sur les dépenses d'investissement de 27 \$;

partiellement compensées par :

- une hausse de 92 \$ des actifs (avant l'application de la comptabilité des activités à tarifs réglementés) liés au placement de la Société dans Aireon, incluant une augmentation de 63 \$ du placement sous forme d'actions privilégiées, une augmentation de 21 \$ des dérivés incorporés au placement sous forme d'actions privilégiées et une augmentation de 8 \$ du dividende à recevoir à long terme;
- une hausse de 37 \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie;
- une augmentation de 22 \$ des placements attribuable surtout au virement de 37 \$ du fonds de réserve pour les obligations découlant de contrats de location-acquisition, partiellement contrebalancé par des ajustements de la juste valeur défavorables de 4 \$, la réception d'un produit de 10 \$ découlant des autres placements dans le PCAC et un remboursement de principal de 1 \$ à l'égard des autres placements dans le PCAC restants;
- une augmentation de 21 \$ des actifs réglementaires attribuable principalement aux compensations réglementaires liées à une hausse de 9 \$ des impôts futurs liés au placement de la Société dans Aireon ainsi qu'à une hausse de 12 \$ au titre des pertes liées à la juste valeur latentes sur les swaps de taux d'intérêt à terme échéant en février 2016;
- une hausse de 21 \$ des débiteurs et autres en raison essentiellement des crédits de taxe sur les intrants recouvrables découlant de la résiliation de l'opération de location-acquisition.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Total des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires**

Se reporter aux rubriques « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) et « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Autres éléments du résultat global ».

Le total des soldes débiteurs des comptes de report réglementaires au 31 août 2016 a augmenté de 577 \$ par rapport à celui au 31 août 2015 du fait principalement de ce qui suit :

- une hausse de 477 \$ des reports réglementaires liés aux réévaluations des régimes de retraite découlant de la baisse de 70 points de base du taux d'actualisation, en partie contrebalancée par le rendement des actifs des régimes supérieur au rendement attendu selon le taux d'actualisation et les gains actuariels en raison de changements démographiques, et du fait de résultats favorables à l'égard des obligations au titre des régimes à prestations définies;
- une augmentation de 51 \$ du solde débiteur des comptes de report réglementaires au titre des opérations de couverture réalisées par suite d'une perte de 51 \$ sur le règlement en février 2016 de swaps de taux d'intérêt qui étaient utilisés pour couvrir les billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 émis au cours du même mois;
- une hausse de 41 \$ des comptes de report réglementaires au titre des passifs dérivés en raison de pertes latentes liées à la juste valeur de 54 \$ sur les swaps de taux d'intérêt à terme qui viennent à échéance en avril 2019, atténuées par des swaps de taux d'intérêt à terme qui sont venus à échéance en février 2016, auxquels étaient liées des pertes latentes de 13 \$ au 31 août 2015;
- une augmentation nette de 7 \$ des reports réglementaires liés aux réévaluations des régimes complémentaires de retraite découlant de la baisse de 70 points de base du taux d'actualisation.

**Total des passifs non courants (y compris les passifs financiers non courants)**

Le total des passifs non courants de la Société a augmenté de 597 \$ au 31 août 2016 par rapport au montant inscrit au 31 août 2015, en raison principalement de ce qui suit :

- une augmentation de 567 \$ des passifs au titre des avantages du personnel, y compris une majoration de 549 \$ des obligations au titre des prestations constituées;
- une hausse de 54 \$ au titre des passifs dérivés liés à des swaps de taux d'intérêt à terme imputable aux ajustements de la juste valeur;

partiellement compensées par :

- une diminution de 25 \$ de la dette à long terme, en raison d'un paiement en principal de 25 \$ sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2 (se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Liquidités et stratégie de financement »);

L'explication précédente ne tient pas compte du fait que la Société a réussi à réduire sa dette de 200 \$ au moyen du refinancement des billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 d'un montant de 450 \$ en février 2016 puisque ces billets ont été reclassés dans les passifs courants au cours de l'exercice 2015.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Le total des passifs non courants de la Société au 31 août 2015 aux termes des PCGR canadiens s'établissait à 2 370 \$, ce qui représente une baisse de 353 \$ par rapport au montant inscrit au 31 août 2014, en raison principalement de ce qui suit :

- une diminution de 225 \$ de la dette à long terme, en raison d'un paiement en principal de 25 \$ sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2 et du reclassement dans les passifs courants d'une tranche de 200 \$ des billets d'obligations générales de série BMT 2006-1 de 450 \$ tel que mentionné ci-dessus;
- une diminution de 161 \$ de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition en raison de la résiliation de l'opération de location-acquisition;

partiellement compensées par :

- une augmentation de 12 \$ des passifs réglementaires attribuable essentiellement à une hausse de 56 \$ de ceux liés au placement de la Société dans Aireon, laquelle hausse a été partiellement contrebalancée par une baisse de 40 \$ des passifs réglementaires au titre des régimes de retraite et des prestations d'invalidité de longue durée (« ILD »), une baisse de 2 \$ des passifs réglementaires au titre des opérations de couverture latents et une baisse de 2 \$ des profits de change latents sur les obligations nettes découlant de contrats de location-acquisition;
- une augmentation de 14 \$ des passifs au titre des prestations constituées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite ainsi que du passif au titre des prestations constituées;
- une augmentation de 9 \$ du passif d'impôt sur le bénéfice futur lié à Aireon.

**Total des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires**

Se reporter aux rubriques « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) » et « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Autres éléments du résultat global ».

Le total des soldes créditeurs des comptes de report réglementaires au 31 août 2016 a augmenté de 28 \$ par rapport au montant inscrit au 31 août 2015, en raison principalement de ce qui suit :

- une hausse de 88 \$ du compte de stabilisation des tarifs attribuable aux écarts favorables par rapport aux résultats prévus de 57 \$ et du transfert approuvé initial par le conseil pour l'exercice 2016 de 31 \$;
- une augmentation nette de 6 \$ des reports réglementaires liés au placement de la Société dans Aireon découlant du report de dividendes gagnés, contrebalancée en partie par le profit différé sur la couverture de la quatrième tranche du placement;

partiellement compensées par :

- une diminution de 61 \$ des reports réglementaires liés aux cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite afin d'ajuster la charge de retraite totale au niveau des cotisations aux régimes de retraite à recouvrer au moyen de l'établissement des tarifs.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
(en millions de dollars)

**Faits saillants financiers de l'exercice clos le 31 août 2016**

La Société a dégagé des résultats financiers positifs au cours de l'exercice 2016 comparativement aux budgets approuvés, comme en rendent compte les écarts favorables de 57 \$ par rapport aux niveaux prévus, lesquels sont présentés ci-après :

	Exercices clos les 31 août		
	2016	2015	Variation
Produits	1 393 \$	1 334 \$	59 \$
Charges d'exploitation	1 238	1 202	36
Autres (produits) et charges	116	103	13
Charge d'impôt sur le résultat	2	2	-
Bénéfice net (perte nette), compte non tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires	37	27	10
Mouvement net des comptes de report réglementaires :			
Ajustements au titre de la stabilisation des tarifs			
Écarts favorables par rapport aux niveaux prévus	(57)	(34)	(23)
Ajustement approuvé initial	(31)	(8)	(23)
Prélèvement supplémentaire lié aux régimes de retraite	-	37	(37)
	(88)	(5)	(83)
Autres ajustements aux comptes de report réglementaires			
Cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite	61	24	37
Autres avantages du personnel	(3)	-	(3)
Placement sous forme d'actions privilégiées, après impôt	(8)	(47)	39
Opérations de couverture réalisées	1	1	-
	51	(22)	73
	(37)	(27)	(10)
Bénéfice net (perte nette), compte tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des ajustements aux comptes de report réglementaires	- \$	- \$	- \$

Conformément à sa stratégie financière et à son mécanisme de stabilisation des tarifs, la Société a atteint le seuil de rentabilité pour l'exercice à l'étude. Compte non tenu des ajustements au titre de la stabilisation des tarifs et des autres ajustements aux comptes de report réglementaires, la Société a inscrit un bénéfice net de 37 \$. Le bénéfice net s'est amélioré de 57 \$ par rapport au montant prévu du fait de la hausse de 38 \$ des produits en regard des prévisions et de la baisse de 23 \$ des charges par rapport aux prévisions, facteurs neutralisés en partie par la diminution de 4 \$ des reports réglementaires en comparaison des prévisions.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
**(en millions de dollars)**

Le mouvement net des comptes de report réglementaires pour l'exercice clos le 31 août 2016 est constitué d'une charge nette de 37 \$, contre une charge nette de 27 \$ pour l'exercice précédent. Cette hausse de 10 \$ est attribuable à l'augmentation de 83 \$ des reports de résultats favorables au moyen d'ajustements au titre de la stabilisation des tarifs, contrebalancés en partie par une hausse de 73 \$ des ajustements réglementaires au titre de certaines transactions dans le but d'ajuster la comptabilisation dans les périodes au cours desquelles elles seront prises en compte pour l'établissement des tarifs.

Comme le démontre le tableau suivant, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé de 111 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2016 et la Société a affiché des flux de trésorerie disponibles positifs de 118 \$, lesquels constituent une mesure non conforme aux PCGR. La Société a utilisé sa trésorerie disponible de l'exercice 2016 pour diminuer sa dette de 225 \$ et régler un swap de taux d'intérêt de 51 \$. (Se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016 » pour obtenir de plus amples renseignements sur les mesures financières non conformes aux PCGR et pour obtenir une analyse des flux de trésorerie).

	Exercices clos les 31 août			
	2016	2015	Variation	%
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>				
Exploitation <sup>1)</sup>	246 \$	222 \$	24 \$	11 %
Investissement <sup>1)</sup>	(99)	(163)	64	(39) %
Financement <sup>1)</sup>	(259)	(26)	(233)	
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement</b>	(112)	33	(145)	
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	4	(3)	
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	(111)	37	(148)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	230	193	37	19 %
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	119 \$	230 \$	(111) \$	(48) %
<b>Flux de trésorerie disponibles (mesure non conforme aux PCGR)</b>				
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation <sup>1)</sup>	246 \$	222 \$	24 \$	
Dépenses d'investissement <sup>2)</sup>	(128)	(112)	(16)	
Placement sous forme d'actions privilégiées <sup>2)</sup>	–	(36)	36	
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	118 \$	74 \$	44 \$	

<sup>1)</sup> Se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016 » pour obtenir de plus amples renseignements sur la variation des flux de trésorerie par rapport à l'exercice précédent.

<sup>2)</sup> Se reporter aux tableaux des flux de trésorerie figurant dans nos états financiers consolidés de l'exercice 2016.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

## Principales questions financières

Les éléments suivants ont eu une incidence considérable sur la situation financière de la Société :

### 1. Compte de stabilisation des tarifs

Au 31 août 2016, le compte de stabilisation des tarifs (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvements du compte de stabilisation des tarifs ») affichait un solde créditeur de 169 \$ et le solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs correspondait à un solde créditeur de 183 \$, ce qui est supérieur au montant cible pour l'exercice 2016 (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs »).

Le compte de stabilisation des tarifs a connu une hausse de 88 \$ au cours de l'exercice 2016. Cette amélioration est attribuable à l'écart favorable de 57 \$ par rapport aux résultats prévus découlant principalement des produits supérieurs aux prévisions et des charges d'exploitation moins élevées que prévu et à l'ajustement approuvé initial de 31 \$ du compte de stabilisation des tarifs. Les prélèvements (ajustements) au titre de la stabilisation des tarifs sont décrits à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Mouvements du compte de stabilisation des tarifs ».

### 2. Circulation aérienne et redevances d'usage<sup>1</sup>

Au cours de l'exercice 2016, les volumes de circulation aérienne ont augmenté de 4,1 % sur douze mois. Compte non tenu de l'incidence de la journée supplémentaire de l'année bissextile, le volume de circulation aérienne s'est accru de 3,9 % au cours de l'exercice 2016, alors que le budget approuvé pour l'exercice prévoyait une croissance de 2,0 %. À l'heure actuelle, la Société prévoit une croissance de 3,9 % de la circulation aérienne pour l'exercice qui sera clos le 31 août 2017 (l'« exercice 2017 »).

Nous jugeons constamment nos besoins financiers ainsi que la circulation aérienne et nous mettons à jour régulièrement nos prévisions financières pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique. Chaque trimestre, nous passons en revue l'information disponible la plus à jour provenant de sources au sein du secteur de l'aviation et des prévisions à l'égard des indicateurs macro-économiques; nous modifions ensuite nos prévisions en conséquence et nous évaluons la nécessité de modifier les tarifs.

Le 18 juillet 2016, la Société a publié un avis décrivant la mise en œuvre des changements aux redevances d'usage. En raison de la vigueur du compte de stabilisation des tarifs et des perspectives financières favorables pour l'exercice 2017 (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Perspectives financières »), la Société a mis en œuvre une réduction temporaire d'un an en sus des révisions des tarifs de base, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016 dans chaque cas.

---

<sup>1</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION – Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

L'ajustement temporaire offre une réduction des charges pour tous les services au cours de l'exercice 2017, ce qui représente une baisse moyenne de 3,7 % des tarifs de base par rapport à l'exercice 2016. La Société a également mis en œuvre des révisions de ses tarifs de base pour s'assurer qu'ils reflètent les coûts. Ces ajustements ont donné lieu à une réduction moyenne de 3,9 % des tarifs de base par rapport à l'exercice 2016 sur une base continue. Ces révisions devraient permettre aux clients d'économiser environ 105 \$ pour l'exercice 2017 et environ 56 \$ pour l'exercice qui sera clos le 31 août 2018 (l'« exercice 2018 »), lorsque l'ajustement temporaire doit prendre fin.

### **3. Régimes de retraite**

La Société continue de respecter les exigences en matière de capitalisation de ses deux régimes de retraite agréés à prestations définies conformément aux règlements du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »). Les évaluations actuarielles aux fins de capitalisation sont exécutées une fois l'an en date du 1<sup>er</sup> janvier et doivent être présentées au BSIF au plus tard en juin de la même année. La réglementation qui régit la capitalisation nécessite que des évaluations actuarielles soient effectuées tant sur une base de continuité de l'exploitation que selon l'approche de solvabilité.

La Société capitalise ses régimes de retraite agréés sur la base des évaluations actuarielles les plus récemment déposées. Par conséquent, les cotisations pour la période annuelle ouverte le 1<sup>er</sup> juillet 2016 sont fondées sur les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 présentaient un déficit de 76 \$ selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et un déficit de solvabilité réglementaire de 306 \$.

Nous nous servons de la date annuelle de mesure du 31 août pour déterminer l'excédent ou le déficit comptable et établir la charge de retraite pour l'exercice à venir. Les régimes de retraite de la Société affichaient un déficit comptable de 866 \$ à la date de mesure annuelle du 31 août 2015 et un déficit comptable de 1 415 \$ au 31 août 2016. L'augmentation de 549 \$ du déficit au cours de l'exercice 2016 est attribuable principalement à l'excédent de 63 \$ de la charge comptable actuarielle sur les cotisations de la Société et aux pertes actuarielles nettes de 485 \$. Les pertes actuarielles nettes de 485 \$ sont imputables essentiellement à la perte actuarielle de 836 \$ découlant de la baisse de 70 points de base du taux d'actualisation, en partie contrebalancée par le rendement des actifs des régimes supérieur de 265 \$ au rendement attendu selon le taux d'actualisation, les gains actuariels de 61 \$ en raison de changements démographiques et un montant de 24 \$ du fait de résultats favorables à l'égard de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Les écarts au titre de l'excédent ou du déficit présentés entre les évaluations aux fins comptables ou de capitalisation (continuité de l'exploitation et solvabilité) sont essentiellement attribuables : a) aux différents taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations au titre des régimes compte tenu des méthodes actuarielles suivies pour faire les évaluations; b) à l'utilisation d'une moyenne sur trois ans des ratios de solvabilité afin de déterminer le déficit de solvabilité réglementaire aux fins de la capitalisation; c) à l'utilisation du lissage des actifs sur cinq ans pour l'évaluation aux fins de continuité de l'exploitation alors que les évaluations fondées sur la solvabilité et à des fins comptables s'appuient sur la valeur de marché des actifs et des passifs à un moment donné dans le temps (à leur date de mesure respective); et d) aux dates différentes auxquelles les évaluations sont effectuées.

De plus amples détails sur les régimes de retraite de la Société figurent à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite ».



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**4. Placement dans une capacité de surveillance des aéronefs installée dans l'espace par l'intermédiaire d'Aireon**

En novembre 2012, la Société a signé des ententes établissant les modalités de sa participation dans Aireon, coentreprise avec Iridium Communications Inc. (« Iridium ») (les « ententes de novembre 2012 »). Aireon a pour mandat d'offrir une capacité de surveillance par satellite mondiale aux fournisseurs de services de navigation aérienne (« FSNA ») du monde entier, par l'intermédiaire de récepteurs de surveillance dépendante automatique en mode diffusion (« ADS-B ») intégrés comme charge utile supplémentaire dans la constellation de satellites NEXT. Le calendrier de lancement d'Iridium devrait permettre à Aireon d'être mise en exploitation commerciale d'ici l'année civile 2018.

La participation totale de la Société dans Aireon devrait être acquise en cinq phases d'investissement pour atteindre un montant total maximal de 150 \$ US (197 \$ CA) d'ici l'année civile 2017. En décembre 2013, les ententes de novembre 2012 ont été modifiées afin que trois autres FSNA d'importance, soit ENAV (Italie), Irish Aviation Authority (l'« IAA ») et Naviair (Danemark) (les « investisseurs supplémentaires ») puissent procéder à un investissement global dans Aireon. Au 31 août 2016, la Société avait investi 120 \$ US (157 \$ CA) [120 \$ US (158 \$ CA) au 31 août 2015; 88 \$ US (95 \$ CA) au 1<sup>er</sup> septembre 2014] et réalisé trois des cinq phases de son placement dans Aireon. Elle est également représentée par quatre des onze membres du conseil d'administration d'Aireon. Les deux phases du placement restantes devraient avoir lieu d'ici la fin de l'année civile 2017. Le placement de la Société dans Aireon est sous forme d'actions privilégiées, rachetables ou convertibles en actions ordinaires.

Conformément aux ententes modifiées, une tranche de la participation sous forme d'actions ordinaires actuelle d'Iridium dans Aireon sera ultérieurement rachetée contre un paiement d'Aireon de 120 \$ US (157 \$ CA), ce qui déterminera de façon définitive les participations de tous les investisseurs dans Aireon. À la suite du rachat et de la conversion connexe de la totalité des actions privilégiées en actions ordinaires, NAV CANADA détiendra 51 % de la participation sous forme d'actions ordinaires pleinement diluée dans Aireon, ENAV en détiendra 12,5 % et l'IAA et Naviair en détiendront chacun 6 %, alors qu'Iridium détiendra la participation restante de 24,5 %. Ce rachat devrait avoir lieu d'ici la fin de l'exercice qui sera clos le 31 août 2021.

Au 31 août 2016, la participation totale de la Société en actions ordinaires sur une base pleinement diluée après la conversion s'établissait à 36,5 % (36,5 % au 31 août 2015; 26,9 % au 1<sup>er</sup> septembre 2014).

**5. Règlement de conventions collectives**

Nos huit conventions collectives sont toutes en vigueur et arrivent à échéance entre mars 2017 et février 2018. Depuis le début de l'exercice 2016, sept conventions collectives (énumérées ci-après), représentant environ 89 % de nos effectifs syndiqués, ont été ratifiées.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective représentant quelque 1 900 contrôleurs de la circulation aérienne à l'issue de négociations avec l'Association canadienne du contrôle du trafic aérien (l'« ACCTA ») pour la section locale 5454 d'Unifor. La convention est ainsi prolongée jusqu'au 31 mars 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Le 23 novembre 2015, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective couvrant environ 640 spécialistes de la circulation aérienne à l'issue de négociations avec l'Association des spécialistes de la circulation aérienne du Canada (l'« ASCAC ») pour la section locale 2245 d'Unifor. La convention est ainsi prolongée jusqu'au 30 avril 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.

Le 21 décembre 2015, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective conclue avec la section locale 1016 d'Unifor, représentant environ 260 employés occupant des postes de spécialistes de la formation opérationnelle en matière de circulation aérienne travaillant dans des centres de contrôle régionaux, ainsi qu'un éventail de titulaires de postes de la région d'Ottawa dans les domaines tels que la gestion de l'information aéronautique, la facturation des vols, le Bureau des avis aux navigateurs aériens et le Centre de contrôle des systèmes nationaux. La convention est ainsi prolongée jusqu'au 30 juin 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.

Le 25 janvier 2016, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective conclue avec l'Association canadienne des agents financiers (l'« ACAF »), représentant environ 25 membres du personnel du secteur financier. La convention en vigueur est ainsi prolongée jusqu'au 6 février 2018 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.

Le 29 février 2016, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective conclue avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada (l'« AFPC »), représentant environ 265 membres dans des domaines variés tels que le travail de bureau et l'administration, le dessin et l'illustration techniques, le soutien en éducation, le soutien scientifique et de l'ingénierie, les manœuvres et corps de métier, les services généraux, les services d'information, les relations commerciales, le recouvrement des produits et le service à la clientèle. La convention en vigueur est ainsi prolongée jusqu'au 31 décembre 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.

Le 11 avril 2016, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective conclue avec la section locale 2228 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (« FIOE »), représentant environ 620 employés. La convention en vigueur est ainsi prolongée jusqu'au 31 décembre 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.

Le 10 juin 2016, la Société a annoncé la ratification d'une prolongation de un an de la convention collective conclue avec l'Association des pilotes fédéraux du Canada (« APFC »), représentant environ 35 pilotes qui exécutent des services d'information aéronautique, des inspections en vol et des travaux de conception de services de navigation aérienne. La convention en vigueur est ainsi prolongée jusqu'au 30 avril 2017 et prévoit une augmentation salariale de 2,5 % pour l'année additionnelle.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

L'ensemble des huit conventions collectives de la Société comprennent les changements importants suivants en matière de régimes de retraite, lesquels ont été conclus au terme d'un processus d'arbitrage ou de négociation au cours de l'exercice clos le 31 août 2013, de l'exercice 2014 et de l'exercice 2015 :

- a) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, tous les nouveaux employés représentés par l'ACCTA, l'ASCAC, l'APFC, l'ACAF, la FIOE et la section locale 1016 d'Unifor doivent adhérer à la partie B du régime de retraite de NAV CANADA (le « RRNC »), lequel a une structure de régime de retraite à prestations définies non contributif. Auparavant, les nouveaux employés représentés par ces syndicats avaient le choix d'adhérer à la partie A du RRNC, qui présente une structure de régime à prestations définies contributif et en vertu de laquelle les prestations de retraite sont automatiquement indexées selon l'inflation. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> octobre 2014, tous les nouveaux employés représentés par l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (l'« IPFPC ») doivent adhérer à la partie B du RRNC. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> décembre 2014, tous les nouveaux employés représentés par l'AFPC doivent adhérer à la partie B du RRNC. Auparavant, les nouveaux employés représentés par l'IPFPC et l'AFPC étaient tenus d'adhérer à la partie A du RRNC. La partie B du RRNC offre des prestations moindres qui ne sont pas indexées. La partie B du RRNC est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et est obligatoire pour les nouveaux employés non syndiqués depuis lors. La Société s'attend à ce que le coût des prestations pour services rendus au cours d'un exercice diminue de manière importante au fil du temps à mesure qu'une part de plus en plus grande de nouveaux employés adhérera à la partie B du RRNC.
- b) Dans l'éventualité improbable de la résiliation du régime, l'indexation automatique selon l'indice des prix à la consommation (« IPC ») des prestations de retraite pour les membres actifs (non retraités) en vertu de la partie A du RRNC sera remplacée par une indexation à taux fixe dans la mesure où des actifs excédentaires subsisteront. Par conséquent, l'indexation automatique selon l'IPC pour ces membres ne sera plus considérée comme faisant partie de l'évaluation actuarielle annuelle des passifs du RRNC en fonction de la solvabilité. Toutefois, l'indexation automatique selon l'IPC des prestations de retraite continuera d'être versée à tous les retraités actuels ainsi qu'à tous les participants au régime qui prennent leur retraite en vertu de la partie A, tant que le RRNC demeurera en vigueur. Les décisions arbitrales ou les conventions conclues exigent également que l'ACCTA, l'ASCAC, l'APFC, l'ACAF, la FIOE, la section locale 1016 d'Unifor, l'IPFPC et l'AFPC soient en accord avec la résiliation du RRNC en ce qui concerne leurs membres avant que ladite résiliation puisse avoir lieu.

Ce changement ne devrait avoir aucune incidence sur les membres du personnel ou les bénéficiaires. Toutefois, il améliorera de manière importante la solvabilité du RRNC, réduisant par le fait même les exigences en matière de capitalisation en fonction de la solvabilité de la Société, lesquelles sont actuellement respectées au moyen de lettres de crédit. Se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la capitalisation de la Société en matière de continuité d'exploitation et en fonction de la solvabilité relativement à ses régimes de retraite agréés.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

- c) D'autres changements ont été apportés aux régimes de retraite, lesquels i) suppriment, pour les années de service à venir, l'indexation automatique selon l'IPC des prestations de retraite entre la date de préretraite d'un membre et la date de début de versement des prestations et ii) rétablissent le statut « ouvrant droit à pension » de l'augmentation de salaire de 1 % n'ouvrant pas droit à pension ayant fait l'objet d'un accord dans la ronde de négociations de 2005 avec l'ACCTA et de 2006 avec l'ASCAC ainsi que de certains salaires n'ouvrant pas droit à pension ayant fait l'objet d'un accord dans la ronde de négociations de 2011 avec la FIOE.

La Société a communiqué avec le BSIF et le BSIF a indiqué qu'il approuve les points a) et c) ci-dessus, mais n'approuve pas le point b). La Société poursuivra la mise en œuvre du point b) d'une façon disponible aux promoteurs du régime aux termes de la *Loi sur les normes des prestations de pension de 1985*. Les décisions arbitrales reconnaissent que la direction des syndicats s'était jointe à la Société par le passé pour fournir des commentaires au BSIF en faveur des changements indiqués au point b) plus haut et qu'elle continuera à le faire dans le cadre de toute rencontre future avec le BSIF ou dans le cadre de toute démarche future connexe.

Si le BSIF approuve le changement présenté au point b) ci-dessus (qui faisait partie des décisions des panels d'arbitrage ainsi que des conventions collectives négociées susmentionnées), chaque convention collective sera assujettie à un réexamen des salaires. Cela signifie que les parties retourneraient à la table de négociation pour des pourparlers afin de déterminer si une rémunération additionnelle est indiquée. Dans la plupart des cas, le panel d'arbitrage conserverait l'autorité à ce sujet si les parties étaient incapables d'en arriver à une entente convenable.

## **6. Activités de financement et encaissement du produit des billets du VAC II et du PCAC**

La Société a réduit sa dette de 200 \$ au cours de l'exercice 2016 lorsque les billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 d'un montant de 450 \$ arrivés à échéance le 24 février 2016 ont été remboursés grâce à l'excédent en trésorerie et au produit des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 de 250 \$ dont il est question ci-après.

Le 24 février 2016, la Société a émis des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 d'un montant de 250 \$ venant à échéance le 23 février 2046. Les billets portent intérêt à 3,534 % par année. Compte tenu des frais d'émission et du règlement des swaps de taux d'intérêt à terme conclus par la Société en juin 2012 pour couvrir les charges d'intérêt liées à l'émission, le taux d'intérêt effectif pour la Société sera d'environ 4,896 %.

Après l'arrivée à échéance des billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 de 450 \$, la Société a prélevé 40 \$ sur sa facilité de crédit renouvelable au moyen d'un prêt sur acceptation bancaire. Cet emprunt bancaire a été remboursé par la Société avant le 31 août 2016.

Après le 31 août 2016, la Société a reçu un montant de 73 \$ du principal lié aux billets du véhicule d'actifs cadre II (« VAC II ») ainsi que le solde restant de 7 \$ du principal du PCAC. Le solde restant des billets du VAC II et des autres billets devrait arriver à échéance au cours de l'exercice 2017.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

**RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

**Produits**

Le tableau ci-dessous présente une répartition des produits par catégories. La notice annuelle de l'exercice 2016 et les notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016 fournissent davantage de renseignements sur les différentes catégories de nos redevances d'usage.

	Exercices clos les 31 août			
	2016	2015	Variation	%
Redevances de survol	715 \$	679 \$	36 \$	5 %
Redevances d'aérogare	485	476	9	2 %
Redevances quotidiennes/ annuelles/trimestrielles	84	78	6	8 %
Redevances d'utilisation des services de navigation de l'Atlantique Nord et de communications internationales	49	47	2	4 %
Total des redevances d'usage	1 333	1 280	53	4 %
Autres produits	60	54	6	11 %
	<u>1 393 \$</u>	<u>1 334 \$</u>	<u>59 \$</u>	<u>4 %</u>

Les autres produits comprennent les contrats de services et de développement, les services liés à notre centre de conférence à notre installation de Cornwall (Ontario), la vente de publications liées à l'aéronautique civile, de même que d'autres produits divers.

Les produits pour l'exercice 2016 se sont établis à 1 393 \$, comparativement à 1 334 \$ pour l'exercice 2015. Cette hausse de 59 \$ est principalement attribuable à :

- une augmentation de 53 \$ des redevances d'usage découlant d'une hausse de 4,1 % des volumes de circulation aérienne au cours de l'exercice 2016;
- une augmentation de 6 \$ des autres produits en raison d'une hausse des produits tirés de contrats de services et de développement liés aux technologies et des autres produits divers.

**Circulation aérienne**

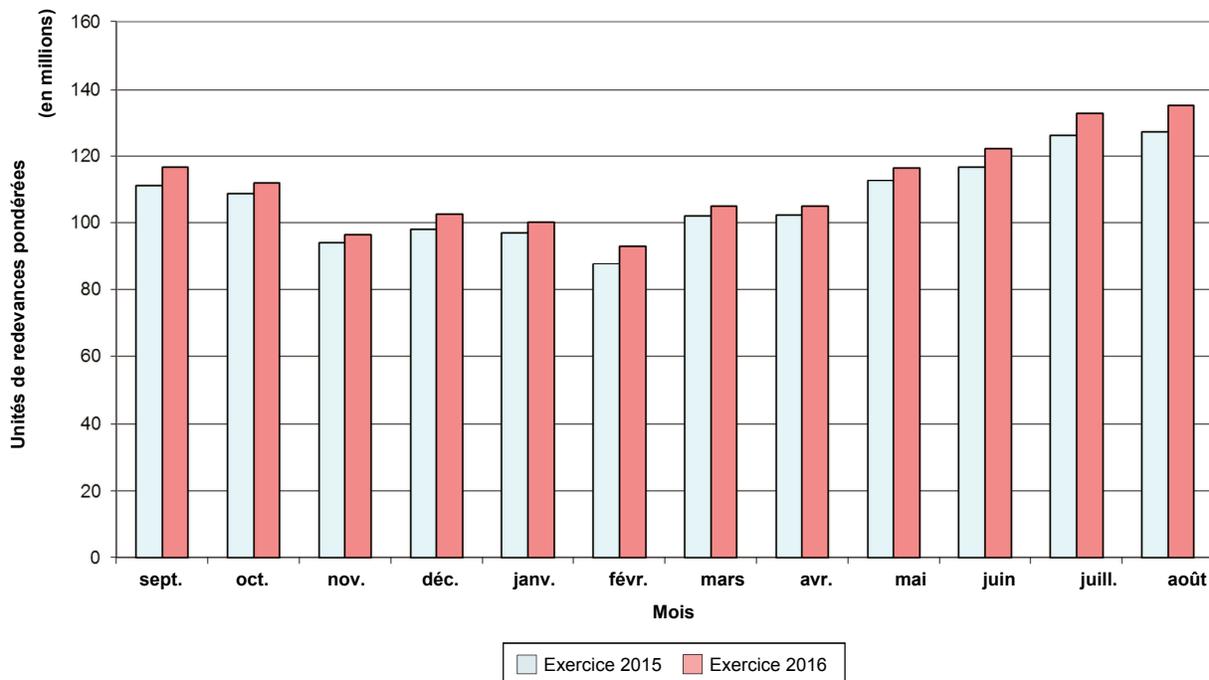
La circulation aérienne a augmenté de 4,1 % au cours de l'exercice 2016 comparativement à celle de l'exercice 2015. Compte non tenu de l'incidence de la journée supplémentaire de l'année bissextile, la croissance s'est chiffrée à 3,9 % pour l'exercice 2016. La circulation aérienne a également augmenté de 5,5 % en moyenne au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016 comparativement à celle du quatrième trimestre de l'exercice 2015. Ces hausses sont illustrées dans le graphique ci-après, qui présente la situation mensuelle de la circulation aérienne depuis septembre 2014.

Le graphique qui suit indique les variations saisonnières de la circulation aérienne. Dans le graphique, les unités de redevances pondérées tiennent compte du nombre de vols, de la taille des aéronefs et des distances parcourues.



RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)

## Unités de redevances pondérées Exercices 2015 et 2016



La circulation aérienne, exprimée en unités de redevances pondérées, a été supérieure chaque mois de l'exercice 2016 par rapport aux mois correspondants de l'exercice 2015.

Les volumes futurs de circulation aérienne peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment le taux de croissance ou de ralentissement de l'économie, les variations de la demande de transport aérien de passagers, les niveaux d'utilisation de la capacité des aéronefs, les prix du carburant, la concurrence entre les transporteurs aériens, la restructuration et l'insolvabilité de compagnies aériennes, les activités terroristes, les épidémies ou les pandémies, les situations météorologiques, les catastrophes naturelles, les préoccupations environnementales, les tendances démographiques et d'autres facteurs.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Redevances d'usage<sup>2</sup>**

Les barèmes de redevances d'usage sont tributaires de nos coûts, du niveau de service requis, des volumes de circulation aérienne, des produits tirés de sources autres qu'aéronautiques et du solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs »).

Nous exerçons nos activités 24 heures par jour, 365 jours par année afin de fournir un service essentiel d'infrastructure de sécurité à l'échelle nationale et internationale. Étant donné que la plupart de nos coûts sont fixes et directement liés à la prestation des services, il existe relativement peu de possibilités de compresser considérablement ces coûts sans réduire les services, scénario inacceptable dans la plupart des cas. Nous continuons à mettre l'accent sur la gestion des coûts, l'amélioration de la productivité et la recherche de nouvelles sources de produits, soit la concession de licences, la vente de technologies ou autres. Cela nous aide à maintenir les redevances d'usage aux taux les plus bas possible tout en respectant nos obligations en matière de sécurité et de service.

Le 18 juillet 2016, la Société a publié un avis décrivant la mise en œuvre de changements aux redevances d'usage. En raison de la vigueur actuelle du compte de stabilisation des tarifs et des perspectives financières favorables pour l'exercice 2017 (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Perspectives financières »), la Société a mis en œuvre une réduction de tarif temporaire de un an en sus des révisions des tarifs de base, avec prise d'effet dans chaque cas le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

L'ajustement temporaire offre une réduction des charges pour tous les services au cours de l'exercice 2017, ce qui représente une baisse moyenne de 3,7 % des tarifs de base par rapport à l'exercice 2016. La Société a également mis en œuvre des révisions à ses tarifs de base pour s'assurer qu'ils reflètent les coûts. Ces ajustements ont donné lieu à une réduction moyenne de 3,9 % des tarifs de base par rapport à l'exercice 2016 sur une base continue. Ces révisions devraient permettre aux clients d'économiser environ 105 \$ pour l'exercice 2017 et environ 56 \$ pour l'exercice 2018, lorsque l'ajustement temporaire doit prendre fin.

Le tableau qui suit illustre l'évolution de nos niveaux de redevances d'usage au fil du temps. Le graphique montre aussi le changement aux redevances d'usage entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

En moyenne, les redevances d'usage au 31 août 2016 ont enregistré une progression d'environ 5 % depuis leur mise en œuvre complète il y a plus de seize ans, en mars 1999, ce qui représente une augmentation inférieure à l'IPC depuis mars 1999 dans une mesure d'environ 35 points de pourcentage. Au 1<sup>er</sup> septembre 2016, les redevances d'usage révisées sont de 3 % inférieures en moyenne à celles en vigueur au moment de leur mise en œuvre initiale selon le principe de recouvrement complet des coûts en mars 1999.

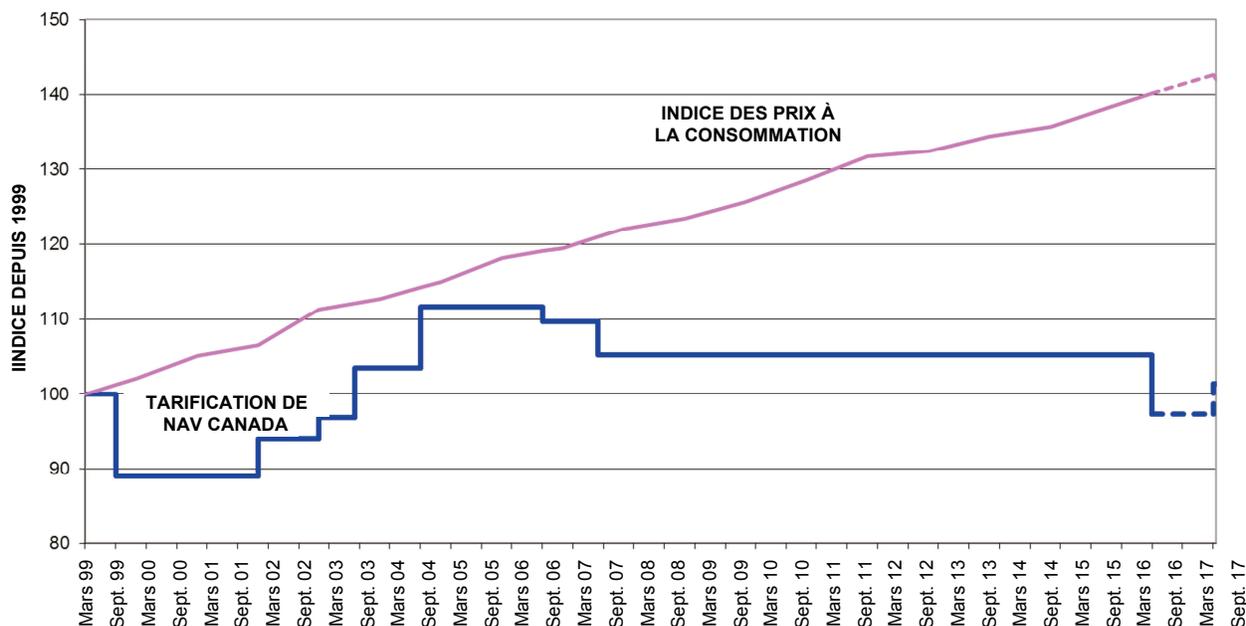
---

<sup>2</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION – Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

**COMPARAISON HISTORIQUE DES CHANGEMENTS DE REDEVANCES D'USAGE DE NAV CANADA<sup>1)</sup>  
AVEC L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION<sup>2)</sup>**



1. Changements moyens depuis la mise en application complète des redevances le 1<sup>er</sup> mars 1999.
2. Indice des prix à la consommation – augmentation présumée de 1,7 % pour 2016 et par la suite.

Comme le démontre le graphique précédent, la Société n’a pas apporté d’augmentations à ses tarifs depuis plus de douze ans; elle a par ailleurs appliqué trois réductions de tarifs au cours de cette même période.

Nous jugeons constamment nos besoins financiers ainsi que la circulation aérienne et nous mettons à jour régulièrement nos prévisions financières pour tenir compte de l’évolution de la conjoncture économique. Sur une base trimestrielle, nous évaluons la nécessité de modifier les tarifs.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

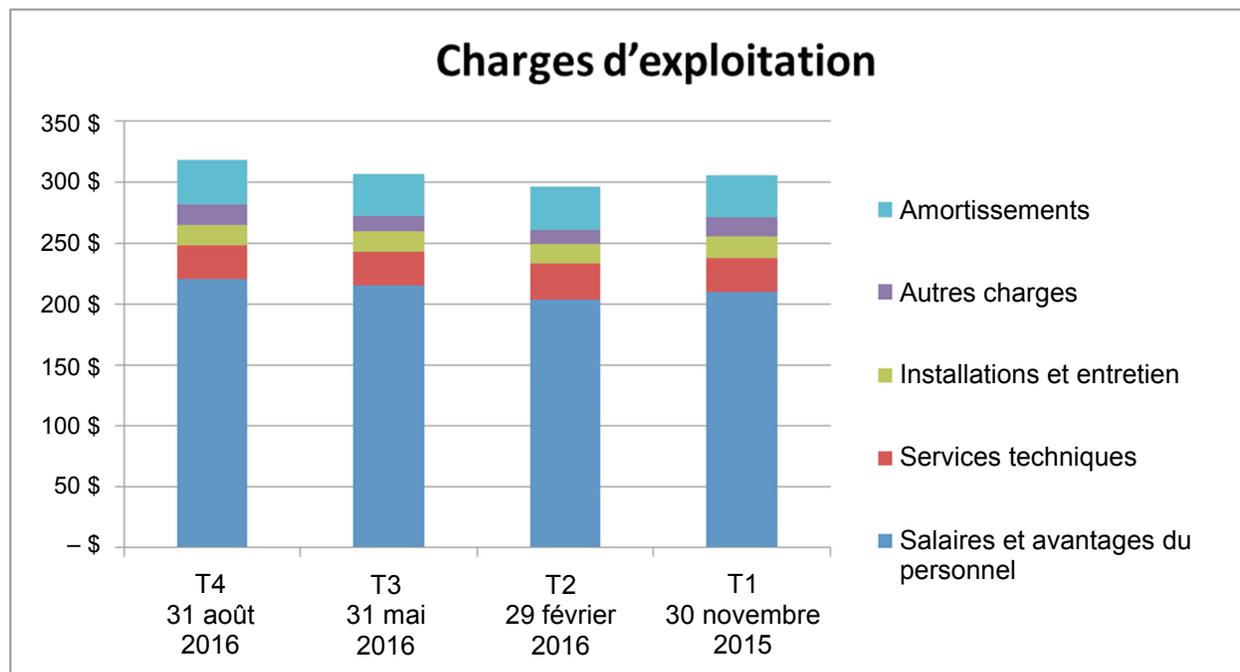
**Charges d'exploitation**

	Exercices clos les 31 août			
	2016	2015	Variation	%
Salaires et avantages du personnel	858 \$	829 \$	29 \$	3 %
Services techniques	112	112	-	-
Installations et entretien	70	68	2	3 %
Amortissements	141	136	5	4 %
Autres charges	57	57	-	-
	<b>1 238 \$</b>	<b>1 202 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>3 %</b>

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2016, les charges au titre des salaires et avantages du personnel ont augmenté de 29 \$ par rapport à celles de l'exercice clos le 31 août 2015, en raison principalement de l'augmentation des niveaux de rémunération et des charges liées aux heures supplémentaires et aux avantages complémentaires, partiellement compensée par le recul du coût des prestations pour services rendus au cours de la période et la hausse des coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif au titre des projets.

La dotation aux amortissements s'est accrue de 5 \$ à l'exercice 2016 des suites de la hausse du coût de base des immobilisations corporelles et incorporelles.

Comme le démontre le graphique présenté ci-après, la majorité de nos charges d'exploitation sont réparties également sur l'ensemble de l'exercice.





**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

**Autres (produits) et charges**

	Exercices clos les 31 août		
	2016	2015	Variation
Produits financiers			
Produits d'intérêts	(2) \$	(15) \$	(13) \$
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net <sup>1)</sup>			
VAC II, PCAC et autres placements	(9)	2	11
Placement sous forme d'actions privilégiées	(10)	(9)	1
	<u>(19)</u>	<u>(7)</u>	<u>12</u>
	<u>(21)</u>	<u>(22)</u>	<u>(1)</u>
Coût financier net lié aux avantages du personnel	43	53	10
Autres charges financières			
Charges d'intérêts	93	113	20
Autres (profits) et pertes	1	(41)	(42)
	<u>116 \$</u>	<u>103 \$</u>	<u>(13) \$</u>

<sup>1)</sup> La variation nette de la juste valeur des actifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprend les produits d'intérêts et de dividendes liés à ces actifs financiers.

Les produits d'intérêts ont diminué de 13 \$ comparativement à ceux de l'exercice 2015 essentiellement en raison de la résiliation de l'opération transfrontalière au mois d'août 2015.

La variation nette de la juste valeur des billets du VAC II, du PCAC et d'autres placements s'est accrue de 11 \$ comparativement à l'exercice 2015 en raison de la comptabilisation d'ajustements de la juste valeur positifs des billets du VAC II, du PCAC et d'autres placements de 8 \$ et des produits d'intérêts de 1 \$ pour l'exercice 2016, comparativement à des ajustements de la juste valeur négatifs de 4 \$ et des produits d'intérêts de 2 \$ pour l'exercice 2015.

La diminution de 10 \$ du coût financier net lié aux avantages du personnel pour l'exercice 2016 est essentiellement attribuable à l'incidence de la hausse des taux d'actualisation.

Le recul de 20 \$ des autres charges financières pour l'exercice 2016 a trait surtout à la résiliation de l'opération transfrontalière au mois d'août 2015 et à la baisse des charges d'intérêts sur la dette à long terme attribuable au remboursement annuel de 25 \$ sur le principal des obligations-recettes à amortissement de série 97-2 et à la réduction de 200 \$ du principal en raison du refinancement des billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 de 450 \$ au moyen des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 de 250 \$ et de la trésorerie excédentaire.

Les autres (profits) et pertes ont reculé pour donner lieu à une perte de 1 \$ au cours de l'exercice 2016 comparativement à un profit de 41 \$ pour l'exercice 2015, principalement en raison du recul des profits de change latents sur le placement dans Aireon en raison de la fluctuation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
(en millions de dollars)

**Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette)**

Le mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) représente l'ajustement comptable réglementaire, y compris le mécanisme de stabilisation des tarifs, visant à ajuster la comptabilisation de certaines transactions pour tenir compte des périodes au cours desquelles ces transactions seront prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs.

	Exercices clos les 31 août		
	2016	2015	Variation
Augmentation du compte de stabilisation des tarifs	(88) \$	(5) \$	(83) \$
Autres comptes de report réglementaires			
Cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite	61	24	37
Autres avantages du personnel	(3)	–	(3)
Placement sous forme d'actions privilégiées, après impôt	(8)	(47)	39
Opérations de couverture réalisées	1	1	–
	<u>(37) \$</u>	<u>(27) \$</u>	<u>(10) \$</u>

Le tableau qui suit présente les mouvements du compte de stabilisation des tarifs.

Pour l'exercice clos le 31 août 2016, le mouvement net des comptes de report réglementaires au titre des cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite a augmenté de 37 \$ comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice 2015. Les ajustements réglementaires apportés afin d'ajuster la charge de retraite totale au niveau des cotisations aux régimes de retraite à recouvrer au moyen de l'établissement des tarifs se sont établis à 61 \$ pour l'exercice 2016, comparativement à 61 \$ pour l'exercice 2015. Au cours de l'exercice 2015, les ajustements réglementaires de 61 \$ avaient été partiellement compensés par la comptabilisation d'un recouvrement réglementaire additionnel de 37 \$ (néant pour l'exercice 2016) de cotisations aux régimes de retraite. Aucun recouvrement réglementaire additionnel de cotisations aux régimes de retraite n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2016 étant donné que ces montants avaient été entièrement recouverts au 31 août 2015. Notre stratégie consiste à recouvrer les cotisations en trésorerie de la Société aux régimes de retraite capitalisés tant à l'égard des coûts des services rendus au cours de l'exercice que des cotisations sous forme de paiements spéciaux.

La variation de 3 \$ du mouvement net des comptes de report réglementaires au titre des autres avantages du personnel au cours de l'exercice 2016 est attribuable à une variation de 5 \$ du recouvrement du coût amorti connexe à l'incidence du passage aux IFRS au 1<sup>er</sup> septembre 2014 lié aux autres avantages complémentaires de retraite, aux allocations de retraite et aux congés de maladie cumulatifs, contrebalancée en partie par une hausse de 2 \$ des exigences de capitalisation du régime d'ILD. En ce qui concerne les cotisations au régime d'ILD, notre mode de recouvrement consiste à recouvrer les cotisations en trésorerie annuelles aux régimes de la Société. Notre mode de recouvrement des prestations au titre des congés de maladie cumulatifs dont les droits ne s'acquièrent pas consiste à recouvrer les prestations au titre des congés de maladie lorsqu'elles sont utilisées et payées en trésorerie. Les congés de maladie cumulatifs dont les droits sont acquis sont recouverts dans la période au cours de laquelle les membres du personnel fournissent des services. Les réévaluations des autres avantages postérieurs à la retraite et les prestations complémentaires de retraite sont recouvrées sur la période moyenne de service prévue des participants aux régimes.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

La variation de 39 \$ du mouvement net des comptes de report réglementaires au titre du placement sous forme d'actions privilégiées au cours de l'exercice 2016 est essentiellement attribuable au report réglementaire des profits de change latents inférieurs en raison de la fluctuation de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain en comparaison à l'exercice 2015. L'incidence sur le résultat net liée au placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est différée jusqu'à ce qu'elle soit réalisée en trésorerie, soit au moment de la réception du dividende, après impôt.

Le compte de report réglementaire au titre des opérations de couverture réalisées est comparable à celui de l'exercice 2015. Le mode de recouvrement des opérations de couverture réalisées portant sur les taux d'intérêt consiste à différer l'incidence jusqu'à ce que le titre d'emprunt soit émis et à comptabiliser les profits ou les pertes réalisés sur la période au cours de laquelle l'instrument d'emprunt a été couvert, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

**Mouvements du compte de stabilisation des tarifs**

Notre mécanisme de stabilisation des tarifs et la méthode de comptabilisation utilisée à cette fin sont décrits au début du présent rapport de gestion et dans les notes 1 et 9 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016. Le tableau qui suit présente les mouvements du compte de stabilisation des tarifs.

	Exercices clos les 31 août		
	2016	2015	Variation
Solde créditeur présenté à l'état de la situation financière à l'ouverture de l'exercice	81 \$	76 \$	5 \$
Écart par rapport aux prévisions			
Produits supérieurs aux prévisions, avant l'ajustement approuvé initial	38	34	4
Charges d'exploitation inférieures aux prévisions, avant les prélèvements liés aux régimes de retraite	20	40	(20)
Autres (produits) et charges inférieurs (supérieurs) aux prévisions	3	(18)	21
Mouvement net des autres comptes de report réglementaires	(4)	(22)	18
Écarts totaux par rapport aux niveaux prévus	57	34	23
Ajustement approuvé initial	31	8	23
Prélèvement supplémentaire lié aux régimes de retraite	—	(37)	37
Mouvement net du compte de stabilisation des tarifs comptabilisé dans le résultat net	88	5	83
Solde créditeur présenté à l'état de la situation financière à la clôture de l'exercice	169 \$	81 \$	88 \$



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

L'amélioration de 88 \$ du compte de stabilisation des tarifs au cours de l'exercice clos le 31 août 2016 s'explique avant tout par l'ajustement prévu de 31 \$, qui représente le bénéfice net prévu de l'exercice 2016 au moment où le budget de l'exercice 2016 a été approuvé, et les écarts suivants par rapport à notre budget approuvé pour l'exercice 2016 :

- les produits excédant de 38 \$ les prévisions en raison d'une augmentation des produits tirés des redevances d'usage du fait de l'accroissement de la circulation aérienne ainsi que de la hausse des autres produits;
- les charges d'exploitation inférieures de 20 \$ aux prévisions essentiellement en raison de la diminution du coût des services rendus au cours de la période et des charges liées aux services techniques, ainsi que d'un recouvrement de taxes à la consommation payées au préalable, partiellement contrebalancés par une hausse de la dotation aux amortissements;

partiellement compensés par ce qui suit :

- le mouvement net de 4 \$ des comptes de report réglementaires, essentiellement en raison d'un solde créditeur au titre du compte de report réglementaire inférieur de 19 \$ aux prévisions pour les régimes de retraite, par suite d'une hausse de 40 points de base du taux d'actualisation par rapport au moment où le budget de l'exercice 2016 a été approuvé, d'un solde débiteur au titre du compte de report réglementaire supérieur de 12 \$ aux prévisions afin de reporter l'incidence du placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon sur le résultat net et de l'augmentation de 2 \$ des exigences de capitalisation du régime d'ILD.

#### Autres éléments du résultat global

La comptabilisation des montants au titre des autres éléments du résultat global est compensée par des reports réglementaires en vue de différer la comptabilisation aux périodes au cours desquelles les transactions sont prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs. Ces transactions sont généralement prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs lorsqu'il est prévu que les montants seront réalisés en trésorerie, sauf dans le cas des flux de trésorerie liés aux instruments de couverture, qui sont pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs dans la même période que l'est la transaction de couverture sous-jacente, et des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel non capitalisés, qui sont prises en compte aux fins de l'établissement des tarifs sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des membres du personnel.

	Exercices clos les 31 août		
	2016	2015	Variation
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le résultat net			
Réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	(492) \$	387 \$	(879) \$
Mouvement net des comptes de report réglementaires	492	(387)	879
	—	—	—
Éléments qui seront reclassés dans le résultat net			
Variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(95)	(14)	(81)
Mouvement net des comptes de report réglementaires	95	14	81
	—	—	—
Total des autres éléments du résultat global	— \$	— \$	— \$



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Les pertes à la réévaluation des régimes à prestations définies du personnel au cours de l'exercice clos le 31 août 2016 sont attribuables essentiellement à des pertes actuarielles nettes de 492 \$, en raison d'une diminution de 70 points de base du taux d'actualisation à hauteur de 858 \$, facteur en partie compensé par l'augmentation de 265 \$ du rendement des actifs des régimes par rapport au rendement attendu selon le taux d'actualisation, les gains actuariels de 63 \$ découlant des changements démographiques et les gains actuariels de 37 \$ découlant des résultats favorables à l'égard des obligations au titre des prestations définies. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2015, les gains actuariels nets de 387 \$ étaient essentiellement attribuables au rendement des actifs des régimes supérieur de 249 \$ au rendement attendu selon le taux d'actualisation et aux gains actuariels de 106 \$ découlant d'une augmentation de 10 points de base du taux d'actualisation et de 31 \$ découlant des changements démographiques.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, la Société a réglé en trésorerie les couvertures de taux d'intérêt liées au refinancement des instruments d'emprunt arrivés à échéance en février 2016. Une perte de 51 \$ sur les swaps de taux d'intérêt à terme a été inscrite dans les autres éléments du résultat global et est reclassée dans le résultat net au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif sur le terme de 30 ans des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1.

En outre, au cours de l'exercice clos le 31 août 2016, des ajustements de la juste valeur négatifs de 44 \$ ont été inscrits relativement aux couvertures de taux d'intérêt de la Société liées au refinancement d'instruments d'emprunt qui arriveront à échéance à l'exercice 2019. À l'exercice 2015, des ajustements de la juste valeur négatifs de 14 \$ avaient été inscrits au titre des couvertures de taux d'intérêt de la Société relativement au refinancement d'instruments d'emprunt qui arriveront à échéance à l'exercice 2016 et à l'exercice 2019.

### **Résultats non distribués**

Le solde des résultats non distribués au 31 août 2016 correspond aux résultats jusqu'à cette date. Nous planifions nos activités de façon à atteindre essentiellement le seuil de rentabilité au point de vue financier à la clôture de chaque exercice, après la couverture des charges au moyen des redevances d'usage et des autres sources de produits, et après les ajustements du compte de stabilisation des tarifs. Par conséquent, le solde du compte des résultats non distribués s'est établi au même montant à la clôture de chacun des exercices, soit à 28 \$. Tout écart par rapport à ce montant à la clôture d'une période intermédiaire découle des variations saisonnières ou d'autres fluctuations prévues des produits et des charges.

### **Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs**

Comme il est mentionné à la rubrique « INTRODUCTION – Stratégie financière et réglementation des tarifs », les membres du conseil tiennent compte des besoins financiers actuels et futurs de la Société lors de l'établissement des redevances d'usage ainsi que du solde actuel et prévu du compte de stabilisation des tarifs ajusté de façon théorique de manière à refléter la tranche non liée au crédit de l'écart de la juste valeur des placements par rapport à leur valeur nominale comparativement à son solde cible.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

Le tableau qui suit présente le solde créditeur « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs comparativement à son solde cible.

	31 août 2016	31 août 2015	Variation
Solde créditeur du compte de stabilisation des tarifs	169 \$	81 \$	88 \$
Écarts de la juste valeur des placements dans du PCAC <sup>1)</sup>	11	19	(8)
Écart de la valeur nominale des billets du VAC II de catégorie A-2 au moment de leur achat au cours de l'exercice 2011	3	3	-
Provisions pour pertes sur créances sur les placements dans du PCAC	-	(1)	1
Tranche non liée au crédit des écarts de la juste valeur par rapport à la valeur nominale, montant net	14	21	(7)
Solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs <sup>1)</sup>	183	102	81
Solde cible du compte de stabilisation des tarifs <sup>2),3)</sup>	(100)	(98)	(2)
Montant à recouvrer au fil du temps au moyen de l'établissement des tarifs	83 \$	4 \$	79 \$

Au 31 août 2015, le montant à rembourser au fil du temps au moyen de l'établissement des tarifs était de 4 \$, compte tenu de l'incidence du passage par la Société aux IFRS de 4 \$. Le montant à rembourser au fil du temps au moyen de l'établissement des tarifs a augmenté pour se chiffrer à 83 \$ au cours de l'exercice 2016.

- <sup>1)</sup> L'écart de la juste valeur des placements dans du PCAC restructuré détenus par la Société par rapport à leur valeur nominale au 31 août 2016, de 14 \$, comprend les ajustements cumulatifs de juste valeur de 11 \$ sur ces placements et un montant de 3 \$ au titre de la variation de la juste valeur réalisée sur les billets du VAC II de catégorie A-2 lors de leur achat au cours de l'exercice clos le 31 août 2011 (l'« exercice 2011 »). Les ajustements de la juste valeur de 11 \$ ont entraîné une baisse du montant inscrit au compte de stabilisation des tarifs. La Société estime actuellement que la totalité de l'écart de la juste valeur par rapport à la valeur nominale de 14 \$ sera recouvrée au fil du temps, étant donné que la juste valeur de ces placements devrait en fin de compte atteindre la valeur nominale des billets moins les pertes sur créances, actuellement estimées à néant. Par conséquent, un montant de 14 \$ a été ajouté au solde créditeur du compte de stabilisation des tarifs pour arriver au solde « notionnel ».
- <sup>2)</sup> L'objectif à long terme quant au solde créditeur cible du compte de stabilisation des tarifs est de 7,5 % du total des charges annuelles prévues, déduction faite des autres (produits) et charges, compte non tenu des éléments non récurrents, sur une base continue. Le solde cible de ce compte s'établissait à 100 \$ pour l'exercice 2016.
- <sup>3)</sup> Le solde cible du compte de stabilisation des tarifs pour l'exercice 2015 a été établi selon les PCGR canadiens. À partir de l'exercice 2016, le solde cible a été établi selon les IFRS.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

### Perspectives financières<sup>3</sup>

Le statut de la Société, en tant que société entièrement privatisée, sans capital social, à laquelle toutes les parties prenantes participent, sans détenir aucun contrôle, constitue une des principales forces de notre modèle. Nos résultats financiers illustrent le succès de ce modèle et nos efforts résolus pour conserver notre position de chef de file du secteur d'activité à l'échelle mondiale.

Notre réussite est attestée par le niveau de sécurité et de service que nous assurons, par les mesures que nous prenons pour contrôler les coûts tout en améliorant la productivité et par la modernisation fructueuse et continue du SNA. Grâce à ces mesures et à la croissance des volumes de circulation aérienne, la Société a réalisé une performance financière positive au cours des derniers exercices, y compris l'exercice 2016. Cette performance financière a permis à la Société d'éviter des hausses de tarifs globales au cours des douze dernières années et de les réduire à trois reprises au cours de cette période.

La situation économique et politique à l'échelle mondiale pourrait changer rapidement. Bien que nous demeurions optimistes quant aux perspectives à long terme de l'aviation et de la croissance de la circulation aérienne, nous sommes préparés à faire face à de nouvelles situations et nous continuerons à assurer un suivi continu de nos obligations financières.

Les rubriques qui suivent présentent les résultats consolidés annuels projetés à l'heure actuelle de la Société pour l'exercice 2017 avant la stabilisation des tarifs, ainsi que les résultats comparatifs pour l'exercice 2016.

	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation	%
<b>Avant la stabilisation des tarifs</b>				
Produits	1 329 \$	1 393 \$	(64) \$	(5) %
Charges d'exploitation et autres (produits) et charges, y compris les autres ajustements réglementaires	1 343	1 305	38	3 %
Bénéfice net (perte nette) avant les ajustements au titre de la stabilisation des tarifs	<u>(14) \$</u>	<u>88 \$</u>	<u>(102) \$</u>	

### Produits

Le total des produits pour l'exercice 2017 devrait diminuer d'environ 4,6 % ou 64 \$ par rapport à celui de 1 393 \$ enregistré à l'exercice 2016 en raison principalement des changements aux redevances d'usage qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016, contrebalancés en partie par la croissance prévue de 3,9 % de la circulation aérienne. Il y a également lieu de se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Produits – Redevances d'usage ».

<sup>3</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION - Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de l'exercice 2016, nous avons présenté des produits prévus de 1 373 \$ pour l'exercice 2016. La hausse de 20 \$ de nos produits pour l'exercice 2016 est principalement attribuable à une augmentation de la circulation aérienne, qui a progressé de 4,1 % au lieu de 2,8 % comme il avait été prévu.

**Charges d'exploitation et autres (produits) et charges**

Les charges d'exploitation et autres (produits) et charges avant la stabilisation des tarifs pour l'exercice 2017 devraient se chiffrer à 1 343 \$. Il s'agit d'une augmentation de 38 \$ comparativement à l'exercice 2016, attribuable aux facteurs suivants :

- des niveaux de rémunération plus élevés, y compris la hausse des charges liée aux heures supplémentaires;
- des exigences d'exploitation accrues dans les domaines de la prestation de services techniques et de services d'entretien des installations et systèmes;
- l'augmentation des autres charges d'exploitation, puisque des remboursements s'élevant à 7 \$ à l'égard des taxes à la consommation payées au cours d'exercices antérieurs ont été reçus au cours de l'exercice 2016, et aucun montant équivalent n'est prévu pour l'exercice 2017;
- l'incidence de l'inflation;

partiellement contrebalancés par :

- une charge de retraite réglementaire moindre en raison des cotisations aux régimes de retraite plus faibles sur lesquelles est fondée la charge de retraite réglementaire;
- des ajustements de la juste valeur positifs prévus plus élevés sur les placements;
- une diminution des charges financières en raison de la baisse du niveau de la dette à l'exercice 2017 comparativement à l'exercice 2016.

À l'échelle de la Société, nos efforts demeurent axés sur les mesures d'économie respectueuses de la sécurité, laquelle est notre première priorité. Nos efforts visent à gérer l'effectif et les dépenses discrétionnaires, et nous poursuivrons la mise en œuvre de projets et de mesures efficaces visant l'amélioration de nos processus.

Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de l'exercice 2016, nous avons présenté des charges d'exploitation et autres (produits) et charges prévus, avant les ajustements au titre de la stabilisation des tarifs, de 1 312 \$ pour l'exercice 2016. La baisse de 7 \$ est essentiellement attribuable à la diminution des salaires et avantages du personnel et des autres charges d'exploitation.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Flux de trésorerie**

Compte tenu des flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement qui sont prévus pour l'exercice 2017, la situation de trésorerie de la Société devrait, selon les prévisions actuelles, diminuer pour passer de 119 \$ au 31 août 2016 à 112 \$ au 31 août 2017. Ces perspectives en matière de trésorerie sont fondées sur les entrées de trésorerie annuelles prévues liées aux activités d'exploitation et d'investissement de 142 \$ et de 87 \$ respectivement, compensées en partie par des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 236 \$ relatives au remboursement de la dette à long terme (selon l'hypothèse qu'il sera avantageux d'un point de vue économique de rembourser l'encours de la dette). Les activités d'investissement au cours de l'exercice 2017 devraient, selon les prévisions, comprendre des entrées de trésorerie de 292 \$ attribuables au produit des placements dans du PCAC arrivés à échéance, contrebalancées en partie par des sorties de trésorerie aux fins de dépenses d'investissement prévues de 166 \$ et d'un placement additionnel sous forme d'actions privilégiées d'Aireon de 36 \$. Comme il est mentionné ci-après, la Société dispose actuellement de sources de financement adéquates lui permettant de répondre à tous ses besoins prévus.

Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de l'exercice 2016, nous avons présenté une situation de trésorerie prévue de 74 \$ à la clôture de l'exercice 2016. La hausse de 45 \$ de notre situation de trésorerie à la clôture de l'exercice 2016 est essentiellement imputable à la majoration des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation du fait de l'accroissement des produits attribuable à l'augmentation de la circulation aérienne et à la diminution des paiements prévus aux employés et fournisseurs.

**Compte de stabilisation des tarifs**

Tel qu'il est indiqué plus haut, la Société a mis en œuvre des révisions à ses redevances d'usage, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016. En plus de réviser nos tarifs de base afin de nous assurer qu'ils reflètent les coûts, nous avons également effectué une réduction temporaire des tarifs de base de un an représentant une diminution moyenne de 3,7 % des tarifs de base pour l'exercice 2016. La réduction temporaire de un an a pour objectif de redistribuer aux clients le montant estimé qui devrait, selon les prévisions, correspondre à l'excédent prévu du solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs sur le solde cible au 31 août 2016 (se reporter à la rubrique « RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Montants pris en compte aux fins de l'établissement des tarifs »).

La Société prévoit actuellement que le compte de stabilisation des tarifs affichera un solde créditeur de 155 \$ à la clôture de l'exercice 2017, en raison des montants estimés suivants : produits de 1 329 \$ compte tenu des révisions des tarifs de base et de la réduction temporaire des tarifs, et total des charges d'exploitation et autres (profits) pertes (y compris les autres ajustements réglementaires) de 1 343 \$ (avant la stabilisation des tarifs). Il est prévu que le solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs soit également de 155 \$ à la clôture de l'exercice 2017 puisque nous prévoyons que nos placements dans du PCAC seront arrivés à échéance à la fin de l'exercice. Le solde cible du compte de stabilisation des tarifs pour l'exercice 2017 est fixé à 101 \$.

Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de l'exercice 2016, nous avons prévu un solde créditeur au titre du compte de stabilisation des tarifs de 142 \$ à la clôture de l'exercice 2016. L'augmentation de 27 \$ au titre du compte de stabilisation des tarifs à la clôture de l'exercice 2016 est attribuable à une hausse de 27 \$ du bénéfice net découlant des modifications des prévisions par rapport aux résultats réels susmentionnés.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Nous jugeons constamment nos besoins financiers ainsi que la circulation aérienne et nous mettons à jour régulièrement nos prévisions financières pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique. Chaque trimestre, nous passons en revue l'information disponible la plus à jour provenant de sources au sein du secteur de l'aviation et des prévisions à l'égard des indicateurs macro-économiques; nous modifions ensuite nos prévisions en conséquence et nous évaluons la nécessité de modifier les tarifs.

#### **Couverture par le bénéfice et les flux de trésorerie**

Au cours d'un exercice, les produits trimestriels refléteront les fluctuations saisonnières et les autres variations que subit le secteur du transport aérien et, par conséquent, nos résultats nets varieront d'un trimestre à l'autre. Notre mandat stipule que nous devons atteindre essentiellement le seuil de rentabilité au point de vue financier, de sorte que le ratio prévu de couverture par le bénéfice, qui correspond au bénéfice avant les intérêts divisé par les charges d'intérêts, doit se rapprocher de 1:1. Toutefois, en raison du caractère saisonnier de nos activités, nos produits peuvent entraîner un ratio de couverture par le bénéfice inférieur à 1:1 pour toute période intermédiaire.

Pour l'exercice clos le 31 août 2016, la Société a atteint le seuil de rentabilité. Nos charges d'intérêts se sont élevées à 93 \$. Le bénéfice consolidé (après la stabilisation des tarifs) avant les intérêts s'est établi à 93 \$, ce qui correspond à nos exigences en matière d'intérêts pour l'exercice et à notre cible de 1:1. La dotation aux amortissements pour cette période s'est élevée à 141 \$. Notre ratio de couverture par les flux de trésorerie s'est établi à 2,52 fois nos exigences en matière d'intérêts pour cette période.

Le ratio de couverture par le bénéfice et le ratio de couverture par les flux de trésorerie sont des mesures financières non conformes aux PCGR et n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. Le ratio de couverture par le bénéfice et le ratio de couverture par les flux de trésorerie sont présentés aux termes du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. La Société calcule le ratio de couverture par le bénéfice en se fondant sur le bénéfice avant intérêts sur les passifs financiers au coût amorti (charges d'intérêts) divisé par les charges d'intérêts. Le ratio de couverture par les flux de trésorerie correspond au bénéfice (après la stabilisation des tarifs) avant les charges d'intérêts et les amortissements divisé par les charges d'intérêts. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), NAV CANADA, à l'exclusion de ses filiales, n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu et, en conséquence, aucune déduction n'a été faite au titre de l'impôt sur le revenu. Après l'application de la comptabilisation des activités à tarifs réglementés, la charge d'impôt sur le résultat liée à nos filiales assujetties à l'impôt est négligeable.

Nous maintenons un fonds de réserve pour le service de la dette et un fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien aux termes de notre acte de fiducie cadre, et nous sommes assujettis à des clauses restrictives visant les biens liquides aux termes de notre acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, clauses aux termes desquelles les biens liquides maintenus doivent couvrir les intérêts sur les emprunts pour une période de 12 mois ainsi que 25 % de nos charges annuelles d'exploitation et d'entretien. Au 31 août 2016, nous respectons toutes les exigences de nos actes de fiducie à l'égard de nos titres d'emprunt, y compris celles de l'acte de fiducie cadre en ce qui a trait aux fonds de réserve, aux flux de trésorerie ainsi qu'aux clauses restrictives concernant les taux, de même que les exigences visant les biens liquides et les autres dispositions de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
**(en millions de dollars)**

---

**Transactions avec des parties liées**

Les parties liées de la Société comprennent les membres de sa haute direction, les filiales, les coentreprises et les régimes de retraite agréés de son personnel. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2016, les montants totaux que nous avons versés, directement ou indirectement, à ces parties liées se sont chiffrés à 127 \$ (131 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015) et ils avaient essentiellement trait à des cotisations aux régimes de retraite agréés de la Société de 112 \$ (118 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015). Les montants reçus ou à recevoir de ces parties liées au cours de l'exercice clos le 31 août 2016 ont totalisé 28 \$ (23 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015), essentiellement en raison du remboursement de certains coûts liés aux régimes de retraite de la Société et du dividende accumulé sur le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon. Au 31 août 2016, la Société avait des débiteurs de 3 \$ (1 \$ au 31 août 2015; néant au 1<sup>er</sup> septembre 2014) et des dividendes à recevoir d'Aireon de 25 \$ (15 \$ au 31 août 2015; 7 \$ au 1<sup>er</sup> septembre 2014). Il y a lieu de se reporter à la note 26 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016 pour obtenir de plus amples renseignements.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
(en millions de dollars)

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS**

**Informations financières trimestrielles (non audité)**

	Trimestres clos les			
	T4 31 août 2016	T3 31 mai 2016	T2 29 février 2016	T1 30 novembre 2015
Produits	405 \$	337 \$	309 \$	342 \$
Charges d'exploitation	316	319	307	296
Autres (produits) et charges	27	34	25	30
	62	(16)	(23)	16
Charge d'impôt sur le résultat	1	-	1	-
Bénéfice net (perte nette) avant le mouvement net des comptes de report réglementaires	61	(16)	(24)	16
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette), après impôt				
Ajustements au titre de la stabilisation des tarifs	(32)	(16)	(19)	(21)
Autres ajustements aux comptes de report réglementaires	20	24	4	3
	(12)	8	(15)	(18)
Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires	49 \$	(8) \$	(39) \$	(2) \$

	Trimestres clos les			
	T4 31 août 2015	T3 31 mai 2015	T2 28 février 2015	T1 30 novembre 2014
Produits	384 \$	329 \$	296 \$	325 \$
Charges d'exploitation	305	304	300	293
Autres (produits) et charges	24	37	17	25
	55	(12)	(21)	7
Charge d'impôt sur le résultat	1	-	1	-
Bénéfice net (perte nette) avant le mouvement net des comptes de report réglementaires	54	(12)	(22)	7
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette), après impôt				
Ajustements au titre de la stabilisation des tarifs	2	-	-	(7)
Autres ajustements aux comptes de report réglementaires	(14)	4	(11)	(1)
	(12)	4	(11)	(8)
Bénéfice net (perte nette) après le mouvement net des comptes de report réglementaires	42 \$	(8) \$	(33) \$	(1) \$



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

### Analyse des résultats trimestriels

Les variations trimestrielles des produits découlent essentiellement des fluctuations saisonnières. Habituellement, les produits sont plus élevés au quatrième trimestre (de juin à août) en raison de l'intensification de la circulation aérienne pendant les mois d'été. Le deuxième trimestre (de décembre à février) affiche généralement une baisse d'intensité de la circulation aérienne. La circulation aérienne au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016 a été supérieure de 5,5 % en moyenne à celle du quatrième trimestre de l'exercice 2015.

La plupart de nos charges d'exploitation sont engagées uniformément tout au long de l'exercice.

Les autres (produits) et charges fluctuent essentiellement en raison des éléments suivants :

- les ajustements de juste valeur à l'égard des placements et des instruments dérivés qui varient selon des facteurs liés au marché et l'évolution des prévisions quant aux pertes sur créances;
- les variations des (profits) ou pertes de change en raison du raffermissement ou du fléchissement du dollar canadien comparativement aux devises dans lesquelles transige la Société, soit essentiellement le dollar américain.

Le mouvement net des comptes de report réglementaires lié au bénéfice net (à la perte nette) fluctue en raison de ce qui suit :

- les variations du compte de stabilisation des tarifs fondées sur les écarts par rapport aux résultats prévus, les prélèvements ou ajustements initiaux approuvés et les recouvrements réglementaires supplémentaires des cotisations aux régimes de retraite qui ont été comptabilisés pour les trimestres jusqu'à la clôture de l'exercice 2015 lorsque le solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs, établi selon les PCGR canadiens, était supérieur au solde cible (se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite »);
- les variations des cotisations des membres du personnel aux régimes de retraite;
- les variations des autres avantages du personnel, y compris les exigences en matière de capitalisation du régime d'ILD;
- les variations du placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, après impôt;
- les variations des opérations de couverture réalisées.

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La rubrique qui suit présente notre façon de gérer notre trésorerie et nos sources de financement.

Le montant de nos actifs courants hors trésorerie est inférieur à celui de nos passifs courants, étant donné que le recouvrement des débiteurs se fait plus rapidement que le règlement des créiteurs et charges à payer. Si nos besoins en fonds de roulement devaient augmenter, la Société dispose de facilités de crédit et de liquidités suffisantes, comme il est indiqué ci-après.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

Nous établissons nos taux de redevances d'usage de base de manière à essentiellement atteindre le seuil de rentabilité sur une base annuelle au point de vue financier, après avoir pris en compte les ajustements réglementaires. L'inclusion d'une dotation aux amortissements hors trésorerie dans le calcul des taux des redevances d'usage permet d'ordinaire de générer des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation positifs. Notre stratégie consiste à utiliser ces flux de trésorerie positifs pour financer les dépenses d'investissement et pour regarnir notre fonds de roulement, au besoin. Notre stratégie comprend également le maintien d'une structure financière et de cotes de crédit adéquates pour permettre à la Société d'avoir accès aux marchés financiers afin qu'elle puisse rembourser les titres d'emprunt à mesure qu'ils arrivent à échéance. Si nous jugeons que la conjoncture n'est pas appropriée pour entreprendre le refinancement d'une dette à une date donnée, ou si nous subissons une baisse temporaire de nos produits en raison de fluctuations saisonnières ou d'autres facteurs, la Société dispose de trésorerie et de facilités de crédit engagées suffisantes.

Au 31 août 2016, nous disposons de trésorerie et équivalents de trésorerie de 119 \$ ainsi que de facilités de crédit engagées de 1 190 \$, dont une tranche de 446 \$ était disponible pour une utilisation sans restriction (se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Liquidités et stratégie de financement »).

**Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 août 2016**

	Exercices clos les 31 août			
	2016	2015	Variation	%
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>				
Exploitation	246 \$	222 \$	24 \$	11 %
Investissement	(99)	(163)	64	(39) %
Financement	(259)	(26)	(233)	
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement</b>	(112)	33	(145)	
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	4	(3)	
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	(111)	37	(148)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	230	193	37	19 %
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	119 \$	230 \$	(111) \$	(48) %
<b>Flux de trésorerie disponibles (mesure non conforme aux PCGR)</b>				
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes				
Exploitation	246 \$	222 \$	24 \$	
Dépenses d'investissement <sup>1)</sup>	(128)	(112)	(16)	
Placement sous forme d'actions privilégiées <sup>1)</sup>	–	(36)	36	
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	118 \$	74 \$	44 \$	

<sup>1)</sup> Se reporter aux tableaux des flux de trésorerie figurant dans nos états financiers consolidés de l'exercice 2016.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Tel qu'il est indiqué au tableau précédent, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 111 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2016, et la Société a affiché des flux de trésorerie disponibles positifs de 118 \$. Il s'agit là d'une mesure non conforme aux PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR ne sont pas des mesures définies en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Société définit les flux de trésorerie disponibles comme les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation, moins les dépenses d'investissement et les investissements dans Aireon et les autres filiales. La direction accorde de l'importance à cette mesure, car elle permet de mesurer l'incidence de son programme d'investissement sur les ressources financières de la Société.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 24 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2016 par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 août 2015, principalement en raison d'une hausse de 63 \$ des montants reçus au titre des redevances d'usage, de la baisse des paiements d'intérêt de 9 \$ et d'une réduction des paiements spéciaux au titre des cotisations aux régimes de retraite de 7 \$, contrebalancées en partie par une hausse de 41 \$ des paiements aux membres du personnel et aux fournisseurs et un recul de 8 \$ des autres montants reçus.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour l'exercice clos le 31 août 2016 ont reculé de 64 \$ par rapport à celles de l'exercice clos le 31 août 2015, en raison principalement de l'encaissement de paiements de taxe sur les intrants à recouvrer de 26 \$ à la résiliation de l'opération transfrontalière, laquelle a été comptabilisée à titre de sortie pour l'exercice 2015, et du fait qu'il n'y a pas eu de placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon équivalent au cours de l'exercice clos le 31 août 2016 (36 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015). Cette baisse a été compensée en partie par la hausse des dépenses d'investissement de 16 \$ et par la diminution du produit tiré du PCAC de 8 \$.

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour l'exercice clos le 31 août 2016 se sont chiffrées à 259 \$, contre 26 \$ pour l'exercice clos le 31 août 2015. Les sorties de trésorerie sont imputables au remboursement d'un montant de 450 \$ de billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 arrivés à échéance le 24 février 2016, au paiement de 51 \$ pour régler les ententes de swaps de taux d'intérêt conclues afin de couvrir les billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 décrit plus bas et au remboursement de principal annuel de 25 \$ sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement compensées par l'émission d'un montant de 250 \$ de billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 (248 \$ déduction faite des coûts de transaction) et par un prélèvement de 19 \$ sur l'excédent de fonds du fonds de réserve pour le service de la dette.

Pour l'exercice clos le 31 août 2015, notre solde de trésorerie avait connu une hausse de 37 \$, en raison essentiellement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 222 \$ et du produit tiré du PCAC de 11 \$, facteurs en partie contrebalancés par des dépenses d'investissement de 112 \$, par un placement additionnel sous forme d'actions privilégiées d'Aireon de 36 \$, par le paiement de taxes à la consommation à recouvrer au moment de la résiliation de l'opération transfrontalière de 26 \$ et par le remboursement de principal annuel de 25 \$ sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2.

### **Liquidités et stratégie de financement**

En tant que société sans capital social, la Société finance ses activités au moyen d'emprunts. Au moment de la création de la Société, nous avons élaboré un plan de financement, nommé la « plate-forme des marchés financiers ». Tous les emprunts ont été contractés et sont garantis en vertu d'un acte de fiducie cadre selon lequel la capacité d'emprunt initiale totale (utilisée et inutilisée) s'est établie à 3 000 \$. L'acte de fiducie cadre prévoit une réduction progressive de la capacité d'emprunt initiale sur une période de 33 ans.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

En février 2006, nous avons conclu un acte de fiducie distinct (l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale), qui a établi un programme d'emprunt aux termes duquel les montants empruntés constituent des dettes subordonnées conformément à l'acte de fiducie cadre. À titre de dettes subordonnées, les billets d'obligation générale ne sont pas assujettis aux provisions annuelles obligatoires pour la réduction de la dette aux termes de l'acte de fiducie cadre. Dans la mesure où nous satisfaisons à un test d'endettement additionnel, nous ne sommes assujettis à aucune limite quant au montant maximal de notre dette aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale. Aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, aucun autre emprunt ne peut être effectué aux termes de l'acte de fiducie cadre. Par conséquent, lorsque des obligations aux termes de l'acte de fiducie cadre viendront à échéance ou seront rachetées, elles seront remplacées par des billets d'obligation générale ou par des emprunts aux termes de notre facilité de crédit dont il est question ci-après.

Les emprunts effectués aux termes de l'acte de fiducie cadre sont garantis par la cession des produits et par une sûreté sur le fonds de réserve pour le service de la dette et le compte de produits maintenu aux termes de l'acte de fiducie cadre. L'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale ne comprend pas de garantie, mais il contient des clauses comportant l'obligation de faire ou de ne pas faire semblables à celles de l'acte de fiducie cadre.

Le 6 novembre 2015, la Société a déposé un prospectus préalable de base (le « prospectus préalable de base ») visant l'admissibilité au placement de billets d'obligation générale devant être émis aux termes du programme de billets à moyen terme de la Société jusqu'à concurrence d'un montant total de 500 \$. Le 24 février 2016, la Société a émis des billets d'obligation générale de série BMT 2016-1 d'un montant de 250 \$ afin de refinancer en partie les billets d'obligation générale de série BMT 2006-1 d'un montant de 450 \$ de la Société arrivés à échéance le 24 février 2016. La Société n'a aucun autre paiement de principal ni autre échéance prévus au cours de la période de 25 mois couverte par le prospectus préalable de base autre que le paiement annuel de 25 \$ sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2. La capacité restante aux termes du prospectus préalable de base peut être utilisée pour financer à l'avance une échéance à venir ou pour générer des fonds à d'autres fins pour la Société.

Nous sommes exposés à un risque de refinancement lié à l'échéance de nos obligations et billets, y compris le versement annuel de principal de 25 \$ exigible sur les obligations-recettes à amortissement de série 97-2. Nous atténuons ce risque en nous assurant que nous avons accès à des facilités de crédit renouvelables consenties d'un montant suffisant pour couvrir nos besoins de refinancement en cas de perturbation temporaire des marchés financiers ou d'accès bloqué aux marchés pour toute raison. La Société a également un prospectus préalable de base en vigueur qui est valide jusqu'au 6 décembre 2017.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
**(en millions de dollars)**

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable auprès d'un consortium d'institutions financières canadiennes de même que de facilités de lettres de crédit distinctes aux fins de la capitalisation des régimes de retraite. Au 31 août 2016, les facilités de crédit étaient utilisées comme suit :

Facilités de crédit :	
Facilité de crédit conclue avec un consortium d'institutions financières canadiennes <sup>1)</sup>	675 \$
Facilités de lettres de crédit aux fins de la capitalisation des régimes de retraite <sup>2)</sup>	515
Total des facilités de crédit disponibles	1 190
Moins : les lettres de crédit en cours <sup>2)</sup>	474
Capacité d'emprunt consentie inutilisée	716
Moins : les sommes affectées au fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien <sup>3)</sup>	270
Facilités de crédit disponibles pouvant être utilisées sans restriction	446 \$

- <sup>1)</sup> La facilité de crédit consentie par un consortium d'institutions financières canadiennes d'un montant de 675 \$ est constituée de deux tranches d'un montant égal échéant le 12 septembre 2018 et le 12 septembre 2020. Après le 31 août 2016, la facilité de crédit a été modifiée pour proroger ces dates d'échéance au 12 septembre 2019 et au 12 septembre 2021. La convention relative à la facilité de crédit prévoit des emprunts à divers taux d'intérêt fondés sur certains taux de référence, plus précisément le taux préférentiel et le taux des acceptations bancaires au Canada, ainsi que sur la cote de crédit de la Société au moment du prélèvement. Une commission d'utilisation est également exigible pour les emprunts supérieurs à 25 % du montant disponible. La Société est tenue de payer des commissions d'engagement qui sont tributaires de sa cote de crédit. Au 31 août 2016, la Société respectait les clauses restrictives de la facilité de crédit.
- <sup>2)</sup> Les facilités de lettres de crédit aux fins de la capitalisation des régimes de retraite comportent quatre facilités auprès d'institutions financières canadiennes, lesquelles totalisent 515 \$. De ces facilités, un montant de 350 \$ arrivera à échéance le 31 décembre 2016 et un montant de 165 \$ arrivera à échéance le 31 décembre 2017, sauf si les facilités sont prorogées. Après le 31 août 2016, une tranche de 125 \$ du montant arrivant à échéance le 31 décembre 2016 a été prorogée au 31 décembre 2017. La Société a l'intention de demander des reports des dates d'échéance. Du montant de 474 \$ présenté plus haut au titre des lettres de crédit en cours au 31 août 2016, une tranche de 463 \$ a été tirée aux fins de la capitalisation des régimes de retraite aux fins de la solvabilité.
- <sup>3)</sup> Le fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien peut servir à régler les charges d'exploitation et d'entretien, au besoin (se reporter également à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Fonds de réserve et instruments financiers »).



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

Le tableau qui suit présente les éléments de notre dette à long terme, de nos liquidités et de nos placements.

	31 août 2016	31 août 2015
<b>DETTE À LONG TERME</b>		
Obligations et billets à payer		
Aux termes de l'acte de fiducie cadre	525 \$	550 \$
Aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale	1 200	1 400
	1 725	1 950
Ajustements visant à tenir compte des frais de financement différés	(6)	(6)
Total des obligations et billets à payer	1 719	1 944
Moins la partie courante	(25)	(225)
Total des prêts et emprunts non courants	1 694 \$	1 719 \$
<b>LIQUIDITÉS (exclusion faite des billets du VAC II, du PCAC restructuré et des autres billets présentés plus bas)</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	119 \$	230 \$
Fonds de réserve pour le service de la dette	94	113
	213 \$	343 \$
Capacité d'emprunt consentie inutilisée <sup>1)</sup>	716 \$	663 \$
<b>BILLETS DU VAC II, PCAC RESTRUCTURÉ ET AUTRES BILLETS</b>		
Valeur nominale <sup>2)</sup>	293 \$	296 \$
Écart de la juste valeur par rapport à la valeur nominale	(14)	(22)
	279 \$	274 \$

<sup>1)</sup> Une tranche de 446 \$ de cette capacité d'emprunt peut être utilisée de la manière décrite au tableau précédent.

<sup>2)</sup> Se reporter également à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Gestion des risques financiers » (plus précisément « Risque de liquidité »).



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit suivantes ont été attribuées aux titres d'emprunt de la Société :

Agences de notation	Titres de premier rang	Billets d'obligation générale	Perspective
DBRS Limited (« DBRS »)	AA	AA (faible)	Stable
Moody's Investors Service (« Moody's »)	Aa2	Aa2	Stable
Standard & Poor's (« S&P »)	AA	AA-	Stable

Le 18 août 2016, DBRS a publié un communiqué de presse dans lequel elle confirmait les cotes de crédit et la perspective accordées à la Société. DBRS a affirmé que « le profil de crédit de la Société est appuyé par un cadre d'exploitation solide, des conditions de circulation saines et une dette en recul; toutefois, les déficits des régimes de retraite demeurent considérables tandis que les importantes diminutions des redevances d'usage devraient réduire le ratio de couverture du service de la dette à un niveau que DBRS considère comme incompatible avec la cote de crédit, bien que ce ne soit que pour une année. » DBRS a noté « que bien qu'à l'heure actuelle, la perspective à l'égard du crédit est contrôlable, le maintien d'un ratio de couverture du service de la dette anormalement bas pour une période prolongée du fait de réductions de redevances d'usage pourrait avoir une incidence défavorable sur les cotes de crédit. »

Le 30 mars 2016, S&P a annoncé qu'elle confirmait les cotes de crédit et la perspective accordées à la Société. S&P a affirmé que le profil de crédit de la Société « reflète son point de vue quant à la position de monopole qu'exerce NAV CANADA à l'égard d'un service essentiel, la capacité légiférée de celle-ci de prélever des redevances auprès des compagnies aériennes pour s'acquitter de ses obligations financières et ses solides ratios de couverture du service de la dette (« RCSD ») ». De l'avis de S&P, « la forte dette de la Société, son exposition à la demande de voyages aériens et l'important déficit de solvabilité réglementaire au titre des régimes de retraite pèsent sur ses cotes ». La perspective stable sous-entend que, pour les trois prochains exercices, la Société devrait atteindre des RCSD se situant à l'intérieur d'une fourchette allant de 1,2 à 2,2 et que le solde notionnel du compte de stabilisation des tarifs devrait être maintenu près de sa cible de 7,5 % du total des charges annuelles prévues. S&P prévoit également que la Société accroîtra la capacité visée par des lettres de crédit si les exigences en matière de solvabilité réglementaire au titre des régimes de retraite dépassent considérablement le scénario de base de S&P.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Le 10 février 2016, Moody's a publié un communiqué de presse établissant l'évaluation de la solidité intrinsèque de NAV CANADA à aa2 et la cote de ses titres de premier rang garantis à Aa2. Parallèlement, elle a relevé la cote des titres de premier rang non garantis (dette d'obligation générale) de Aa3 à Aa2 et a attribué la cote Aa2 aux billets de série 2016-1 d'une durée de 30 ans et d'un montant de 250 millions de dollars. Moody's a indiqué que l'évaluation de la solidité intrinsèque et la cote de crédit des titres de premier rang non garantis attribuées à NAV CANADA rendaient compte de la vigueur des activités d'exploitation et de la solide performance financière des derniers exercices. Elle a affirmé que cette performance était soutenue par la croissance continue de la circulation aérienne et que NAV CANADA était en mesure de s'acquitter de toutes ses obligations (y compris les obligations liées aux régimes de retraite) sans procéder à une hausse tarifaire. Elle a également souligné que la Société a financé toutes ses dépenses d'investissement au moyen de flux de trésorerie et qu'elle a été en mesure d'effectuer des remboursements sur sa dette, des remboursements additionnels devant survenir aux exercices 2016 et 2017. Moody's a souligné qu'elle s'attendait à ce que les tarifs diminuent durant la deuxième partie de l'année civile si les volumes de circulation aérienne continuaient de croître. Moody's a par ailleurs affirmé qu'elle s'attendait à ce que NAV CANADA soit prudente dans ses hypothèses relatives à la croissance future des volumes de circulation aérienne et aux obligations connexes lors de la prise de décisions relatives au montant de la baisse de tarif et qu'elle s'assurera que son profil financier demeure solide.

Moody's a expliqué que la hausse de la cote des titres de premier rang non garantis rend compte du fait que la proportion de titres d'emprunt garantis est en baisse dans la structure du capital globale de NAV CANADA et que bien qu'il existe une certaine forme de protection additionnelle sous forme de sûreté pour les titres d'emprunt de premier rang garantis, cela ne suffit pas à motiver la hausse d'un niveau complet de la cote des titres d'emprunt de premier rang non garantis.

La cote de crédit d'un titre ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres; elle peut faire l'objet d'une révision ou d'un retrait à tout moment par l'agence de notation. La notice annuelle de l'exercice 2016 de la Société contient davantage de renseignements sur les cotes de crédit attribuées, notamment la justification de chaque agence de notation à l'égard de la cote attribuée.

Nous sommes également exposés à un risque lié à nos cotes de crédit. Plus précisément, les conventions relatives à nos facilités de crédit contiennent un barème de taux fondé sur nos cotes de crédit. Si nos titres d'emprunt de premier rang obtenaient une cote de crédit inférieure à AA (ou l'équivalent) et (ou) que notre dette aux termes de l'acte de fiducie des billets d'obligation générale obtenait une cote de crédit inférieure à AA- (ou l'équivalent), le coût de nos emprunts sur ces facilités de crédit augmenterait, tout comme les commissions d'engagement qui doivent être payées aux termes de ces facilités.

### **Besoins en trésorerie**

Les renseignements suivants à l'égard de nos obligations contractuelles et autres engagements résument certaines exigences liées à la situation de trésorerie et aux sources de financement qui nous incombent.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Régimes de retraite<sup>4</sup>**

Le montant des cotisations nécessaires aux régimes de retraite de la Société est déterminé selon des évaluations actuarielles annuelles aux fins de capitalisation effectuées au 1<sup>er</sup> janvier [se reporter à la rubrique « Cotisations aux régimes de retraite (continuité de l'exploitation et solvabilité) », plus bas]. Les dernières évaluations actuarielles (aux fins de la capitalisation), en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ont été achevées et déposées auprès du BSIF en juin 2016.

**Déficit comptable des régimes de retraite** – Les régimes de retraite de la Société affichaient un déficit comptable de 866 \$ à la date de mesure annuelle du 31 août 2015 et un déficit comptable de 1 415 \$ au 31 août 2016. La hausse de 549 \$ du déficit au cours de l'exercice 2016 est attribuable principalement à l'excédent de 63 \$ de la charge comptable actuarielle sur les cotisations de la Société et aux pertes actuarielles nettes de 485 \$. Les pertes actuarielles nettes de 485 \$ sont imputables surtout à la perte actuarielle de 836 \$ attribuable à la baisse de 70 points de base du taux d'actualisation, en partie contrebalancée par le rendement des actifs des régimes supérieur de 265 \$ au rendement attendu selon le taux d'actualisation, les gains actuariels de 61 \$ en raison de changements démographiques et un montant de 24 \$ du fait de résultats favorables à l'égard de l'obligation au titre des régimes à prestations définies. Le déficit comptable au 31 août 2015 a reculé par rapport au déficit de 1 174 \$ inscrit au 1<sup>er</sup> septembre 2014 essentiellement en raison des réévaluations ayant entraîné des gains actuariels de 101 \$, en raison principalement d'une hausse de 10 points de base du taux d'actualisation, des autres profits actuariels de 32 \$ et de l'excédent de 249 \$ du rendement des actifs des régimes par rapport au rendement attendu fondé sur le taux d'actualisation, facteurs partiellement contrebalancés par des charges de retraite excédant de 75 \$ les cotisations aux régimes de retraite. Le taux d'actualisation fondé sur le taux du marché utilisé pour établir les obligations au titre des régimes de retraite est établi d'après le taux de rendement d'obligations à long terme de sociétés de premier ordre dont les échéances correspondent au calendrier des flux de trésorerie estimatifs des régimes. Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation aurait pour effet d'accroître le déficit comptable d'environ 336 \$. Réciproquement, une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation aurait pour effet de réduire le déficit d'environ 313 \$.

**Charges de retraite** – Les coûts annuels découlant des régimes de retraite peuvent augmenter d'environ 22 \$ à la suite d'une baisse de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé dans les calculs actuariels, ou reculer d'environ 21 \$ à la suite d'une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation.

**Recouvrement réglementaire des coûts découlant des régimes de retraite** – La Société utilise une approche réglementaire à l'égard des coûts des régimes de retraite pour déterminer l'incidence nette imputée au résultat net. Cette approche vise à refléter les cotisations aux régimes de retraite versées en trésorerie par la Société, y compris celles effectuées par le passé et qui n'ont pas encore été passées en charges. Afin d'accélérer le recouvrement de ces cotisations versées aux régimes de retraite, le conseil a approuvé, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> septembre 2010, une mesure voulant que si, à la clôture d'une période trimestrielle de présentation de l'information financière, il y a un montant cumulatif de cotisations aux régimes de retraite n'ayant pas encore été recouvrées au moyen des redevances d'usage et si le solde « notionnel » du compte de stabilisation des tarifs est supérieur au solde cible, le montant de l'excédent est constaté comme un ajustement de débit réglementaire supplémentaire dans le mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux prestations de retraite comptabilisées dans le résultat net au cours de la période de présentation de l'information financière. Au 31 août 2015, le montant cumulatif des cotisations aux régimes de retraite avait été recouvert au moyen des redevances d'usage. Les cotisations aux régimes de retraite pour l'exercice clos le 31 août 2016 ont également été recouvrées au moyen des redevances d'usage.

---

<sup>4</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION - Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

Le recouvrement des coûts découlant des régimes de retraite (imputés à l'état du résultat net) s'établit comme suit :

	Exercices clos les 31 août	
	2016	2015
Coûts des prestations de retraite (selon l'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i> )		
Coûts des services rendus au cours de la période	145 \$	149 \$
Coût financier net lié aux avantages du personnel	32	44
Mouvement net des comptes de report réglementaires lié aux régimes de retraite		
Réduction réglementaire	(61)	(61)
Recouvrement supplémentaire des cotisations passées aux régimes de retraite	–	37
Recouvrement des coûts découlant des régimes de retraite	116 \$	169 \$

**Cotisations aux régimes de retraite (continuité de l'exploitation et solvabilité)** – Les évaluations actuarielles aux fins de capitalisation des régimes de retraite effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ont révélé un déficit au titre de la continuité de l'exploitation de 76 \$ (déficit de 268 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2015).

Les règlements régissant la capitalisation des régimes de retraite sous réglementation fédérale prévoient un test en matière de solvabilité qui suppose que les régimes sont liquidés à la date d'évaluation. Les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ont fait état d'un déficit de solvabilité réglementaire de 306 \$ (déficit de solvabilité réglementaire de 556 \$ en date du 1<sup>er</sup> janvier 2015).

En fonction de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, la Société s'attend à verser des cotisations aux régimes de retraite de 98 \$ pour l'exercice 2017 et aucun paiement spécial n'est prévu. En fonction de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, la Société a versé des cotisations aux régimes de retraite de 112 \$ pour l'exercice 2016, y compris des paiements spéciaux de 20 \$.

La Société répond actuellement aux exigences en matière de capitalisation des régimes de retraite en fonction de la solvabilité par le biais de lettres de crédit. Aux termes des règles en matière de capitalisation des régimes de retraite entrées en vigueur en avril 2011, les paiements spéciaux de solvabilité peuvent être remplacés par des lettres de crédit, à condition que la valeur totale des lettres de crédit ne dépasse pas 15 % des actifs des régimes de retraite. Au 31 août 2016, la Société avait mis en place des lettres de crédit totalisant 463 \$ (ce qui correspond à 9 % des actifs des régimes de retraite agréés au 31 août 2016) pour répondre à ses exigences en matière de capitalisation cumulative des régimes de retraite à la clôture de l'année civile 2016. Pour la période annuelle ayant débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les lettres de crédit sont fondées sur les évaluations actuarielles effectuées en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le montant des cotisations exigées de la Société ainsi que des lettres de crédit supplémentaires au cours des exercices futurs dépendra de l'évolution des actifs des régimes de retraite, des taux d'actualisation et d'autres hypothèses qui seront utilisés dans le cadre des évaluations actuarielles futures pour déterminer les passifs des régimes, de même que de toute modification quant à la conception des régimes de retraite ou aux exigences de capitalisation qui pourraient être promulguées.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

**Risques associés aux régimes à prestations définies** – La nature de ces engagements à l'égard des prestations expose la Société à plusieurs risques, dont le plus important est le risque de capitalisation. Le risque de capitalisation s'entend de la probabilité qu'un niveau anormalement élevé de cotisations nécessaires aux régimes de retraite soit exigé ou que d'importantes variations des cotisations nécessaires aux régimes de retraite se produisent.

Des changements défavorables dans la valeur des actifs des régimes capitalisés, les rendements à long terme et l'inflation attendus, les taux d'intérêt et l'espérance de vie peuvent avoir une incidence importante sur les exigences en matière de capitalisation. Le régime capitalisé investit dans des actifs qui les exposent à un éventail de risques de placement. Des stratégies, des politiques et des processus sont en place pour gérer ces risques. Plus précisément, le risque de capitalisation est géré comme suit :

- i) les risques de taux d'intérêt et d'inflation sont gérés grâce à la mise en œuvre d'une stratégie de placement axé sur les passifs, laquelle met l'accent sur la réduction de la disparité des risques de taux d'intérêt et d'inflation entre les actifs des régimes de retraite et leurs obligations au titre des prestations;
- ii) le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité liés aux actifs des régimes de retraite sont gérés au moyen de la diversification au sein des différentes catégories d'actifs, des facteurs de risques et des secteurs géographiques, ainsi que l'adhésion à des politiques et des lignes directrices définies à l'égard de l'investissement.

**Obligations contractuelles**

Le tableau ci-dessous présente une répartition des obligations contractuelles au cours des cinq prochains exercices et par la suite.

	Paiements à effectuer pour les exercices qui seront clos les 31 août						Par la suite
	Total	2017	2018	2019	2020	2021	
Passifs dérivés	54 \$	– \$	– \$	54 \$	– \$	– \$	– \$
Dette à long terme (y compris la partie courante <sup>1), 2)</sup>	1 725	25	375	375	25	275	650
Paiements d'intérêts <sup>2)</sup>	708	85	83	74	53	46	367
Contrats de location simple	44	8	7	7	6	7	9
Obligations d'achat <sup>3)</sup>	118	42	22	10	12	6	26
Placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon <sup>4)</sup>	36	16	20	–	–	–	–
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>2 685 \$</b>	<b>176 \$</b>	<b>507 \$</b>	<b>520 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>334 \$</b>	<b>1 052 \$</b>

Le total des obligations contractuelles exclut les engagements relatifs à des biens et des services dans le cours normal des activités. Sont également exclus les autres passifs à long terme du fait principalement de l'incertitude quant au calendrier des flux de trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

- 1) Les paiements représentent un principal de 1 725 \$. La Société entend refinancer ses emprunts en principal à leurs dates d'échéance. La Société peut choisir de rembourser une partie de ces emprunts avec les liquidités disponibles ou d'augmenter la taille d'un refinancement pour générer des liquidités additionnelles ou à d'autres fins, ou encore d'également racheter intégralement ou en partie une émission avant sa date d'échéance prévue.
- 2) De plus amples renseignements sur les taux d'intérêt et les dates d'échéance de la dette à long terme sont présentés à la note 21 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016.
- 3) La Société a des engagements fermes en vue de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles qui s'élevaient à 118 \$ au 31 août 2016 (130 \$ au 31 août 2015).
- 4) Ces paiements représentent les obligations contractuelles visant le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, sous réserve des conditions stipulées dans les ententes conclues en novembre 2012, telles que modifiées. Les montants sont présentés en \$ CA convertis au moyen du taux de change avec le \$ US en vigueur à la date de clôture de la période considérée, à l'exception de la quatrième tranche du placement de 15 \$ US (16 \$ CA) qui devrait être faite au cours de l'exercice 2017, qui est convertie au moyen du taux couvert. En mars 2016, les ententes de novembre 2012 ont été modifiées pour rendre compte du report de l'échéance de la quatrième tranche du placement à l'exercice 2017.

Les lettres de crédit de la Société sont analysées à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Liquidités et stratégie de financement ».

Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite sont analysées à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite ».

#### **Dépenses d'investissement et autres investissements<sup>5</sup>**

La planification des dépenses d'investissement à l'égard des systèmes, des technologies, des bâtiments et du matériel fait partie de notre processus de budgétisation annuel. Dans le cadre de cette planification, nous examinons les dépenses d'investissement proposées en fonction de critères de justification des besoins en matière de sécurité et des besoins financiers et commerciaux, en tenant compte du statut unique de la Société en tant que fournisseur d'une infrastructure de sécurité cruciale.

Au cours de l'exercice 2016, nous avons investi 136 \$ (sorties de trésorerie de 128 \$) dans des projets d'investissement, contre 111 \$ lors de l'exercice 2015 (sorties de trésorerie de 112 \$). Des montants ont été investis en vue d'effectuer des améliorations aux systèmes, des mises à jour fonctionnelles, de la modernisation ou du remplacement de matériel, du réaménagement ou du remplacement d'installations et d'autres projets pour répondre aux exigences de sécurité et à d'autres exigences en matière d'exploitation.

Nous prévoyons consacrer environ 166 \$ à des projets d'investissement au cours de l'exercice 2017, y compris des coûts de main-d'œuvre interne directement attribuables et des coûts de déplacement d'environ 45 \$. Nous prévoyons également investir environ 36 \$ pour acquérir des actions privilégiées supplémentaires d'Aireon (se reporter à la rubrique « INTRODUCTION – Principales questions financières – Placement dans une capacité de surveillance des aéronefs installée dans l'espace par l'intermédiaire d'Aireon »).

---

<sup>5</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION - Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION**  
**EXERCICE 2016**  
**(en millions de dollars)**

**Gestion du capital**

La Société est une entreprise constituée sans capital social et, ainsi qu'il en est question à la note 1 afférente à ses états financiers consolidés de l'exercice 2016, elle ne doit pas fixer les redevances d'usage à un niveau qui soit supérieur à celui qui est nécessaire pour satisfaire à ses exigences financières présentes et futures à l'égard de la prestation des services de navigation aérienne civile. La Société considère que le capital équivaut à la somme de sa dette à long terme contractée par émission de titres, de ses résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que de ses comptes de report réglementaires et de certains avantages du personnel, comme l'indique le tableau ci-après. Cette définition du capital est celle à laquelle la direction a recours, et elle peut ne pas être comparable à des mesures analogues présentées par d'autres sociétés.

	31 août 2016	31 août 2015
Obligations et billets à payer	1 719 \$	1 944 \$
Capitaux propres		
Résultats non distribués	28	28
Comptes de report réglementaires		
Soldes débiteurs	(1 708)	(1 131)
Soldes créditeurs	476	448
Avantages du personnel		
Passif (actif) du régime d'ILD	1	(3)
Passif au titre des avantages liés aux régimes de retraite capitalisés	1 346	808
Passif au titre des congés de maladie cumulatifs	21	21
Total du capital	1 883 \$	2 115 \$

En plus d'assurer un suivi de son capital, selon la définition de celui-ci qui est donnée plus haut, la Société prend également en considération, aux fins de la gestion de la suffisance du capital, des risques éventuels connus et des obligations, notamment la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations définies et d'autres décisions en matière d'établissement de tarifs prises par le conseil.

Les principaux objectifs de la Société lorsqu'elle procède à la gestion du capital sont les suivants :

- i) préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- ii) fournir des fonds pour l'acquisition continue des systèmes et des équipements nécessaires à la mise en œuvre et au maintien d'une plateforme technologique moderne et efficace pour le SNA;
- iii) assurer le financement des fonds de réserve et satisfaire les besoins en matière de liquidités et de fonds de roulement;
- iv) maintenir les cotes de crédit de la Société afin de faciliter l'accès aux marchés financiers à des taux d'intérêt concurrentiels;
- v) réduire les charges d'intérêts engagés par la Société sous réserve de l'application de mesures appropriées d'atténuation des risques.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

Étant donné que la Société n'a pas de capital social, elle atteint ces objectifs en appliquant une méthode qui permet de déterminer le moment et le niveau appropriés des recouvrements de coûts au moyen de l'établissement des taux des redevances d'usage ainsi que le niveau approprié de la dette et des facilités de crédit consenties. Cette méthode inclut le processus de budgétisation des dépenses d'investissement et des dépenses d'exploitation de la Société et tient compte de la situation générale de l'économie et des marchés financiers. Le conseil approuve le niveau de la dette et des facilités de crédit consenties. La Société n'est pas soumise à des exigences concernant son capital imposées par des tiers.

Les mesures prises par la Société pour gérer son capital dans le contexte économique actuel, y compris la variation de la circulation aérienne et les exigences en matière de capitalisation des régimes de retraite, sont traitées dans d'autres rubriques du présent rapport de gestion.

**Instruments financiers et gestion des risques**

**Placements restructurés et autres placements dans du PCAC<sup>6</sup>**

(Se reporter également aux rubriques « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Liquidités et stratégie de financement » et « PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS »).

En janvier 2009, le PCAC commandité par des tiers au Canada a fait l'objet d'une restructuration par le comité pancanadien des investisseurs. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs du PCAC commandité par des tiers ont échangé leurs billets à court terme contre des billets à plus long terme. Le plan de restructuration : i) a prorogé l'échéance du PCAC commandité par des tiers afin que cette échéance concorde avec celle des actifs sous-jacents, ii) a regroupé certaines séries de PCAC commandité par des tiers adossés en totalité ou en partie à des actifs synthétiques sous-jacents et iii) a atténué les obligations découlant d'appels de marge des conduits existants qui sont exposés à un risque d'appel de marge et a créé une structure permettant de traiter les appels de marge, s'il y a lieu.

Au 31 août 2016, la Société détenait les placements suivants : les billets du VAC II, le PCAC restructuré et d'autres placements (qui n'étaient pas visés par la restructuration du comité pancanadien des investisseurs) :

	Valeur nominale	Écarts de la juste valeur	Juste valeur
Billets du VAC II			
Catégorie A-1	191 \$	(8) \$	183 \$
Catégorie A-2	94	(6)	88
	285	(14)	271
PCAC	7	–	7
Autres billets	1	–	1
<b>Total</b>	<b>293 \$</b>	<b>(14) \$</b>	<b>279 \$</b>

<sup>6</sup> Nota : Il y a lieu de se reporter à la rubrique « INTRODUCTION – Mise en garde concernant les informations prospectives » à la page 1.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Les billets du VAC II ont été émis par une fiducie appelée le « véhicule d'actifs cadre II », lequel regroupe des placements financés par emprunts ainsi que des actifs traditionnels et de la trésorerie. Les placements financés par emprunts comportent une exigence éventuelle qui consiste à fournir des garanties supplémentaires à l'occurrence de certains événements déclencheurs (appels de marge). Les actifs traditionnels ne sont pas des placements financés par emprunts et ils se composent de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales, de titres de créance de sociétés ainsi que d'équivalents de trésorerie. Les billets des catégories A-1 et A-2 prévoient le paiement d'intérêts trimestriels, à condition que le taux Canadian Dollar Offered Rate soit supérieur à 50 points de base et que la fiducie ait généré un résultat en trésorerie suffisant pour effectuer le paiement.

La Société a choisi de recevoir des billets émis par le VAC II, aux termes duquel les investisseurs ne seront pas tenus d'effectuer des avances de fonds dans l'éventualité d'appels de marge. Le VAC II est assorti d'une facilité de financement de marge qui servira à couvrir les appels de marge éventuels. Cette facilité de financement de marge est offerte par certaines banques canadiennes et étrangères.

Les autres billets, composés des billets reflétés pour actifs non admissibles, également reçus à la suite de la restructuration du PCAC commandité par des tiers, reproduisent le rendement des actifs sous-jacents connexes fortement exposés au marché hypothécaire résidentiel américain et sont assortis des mêmes modalités de remboursement.

Les billets restructurés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de juste valeur sont inscrites dans le résultat lorsqu'elles se produisent. Comme l'illustre le tableau précédent, la juste valeur de ces billets se chiffrait à 279 \$ au 31 août 2016, soit 14 \$ de moins que la valeur nominale des billets. La hiérarchie des justes valeurs de la Société et ses méthodes d'évaluation de la juste valeur sont présentées à la note 22 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016. La Société a déterminé la juste valeur de ces placements selon la méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés en tenant compte de l'information disponible sur la conjoncture du marché à la date d'évaluation, soit le 31 août 2016. Les estimations auxquelles la Société est parvenue sont assujetties à une certaine incertitude relative à la mesure et elles dépendent de la conjoncture du marché à la date d'évaluation.

Il est impossible de prédire avec certitude quelle sera la valeur de nos billets du VAC II, du PCAC et des autres billets. Les contreparties fournissant les actifs dans le cadre de ces opérations ont le droit d'exiger que des garanties supplémentaires soient fournies dans le cadre de ces opérations si certains éléments déclencheurs le justifient. Si les obligations en matière de garantie ne sont pas respectées, les fournisseurs d'actifs peuvent dénouer les opérations et réaliser la garantie afin de couvrir leurs pertes, ce qui donnerait lieu à la perte d'une tranche importante, voire de la totalité, de nos billets du VAC II, dont la valeur nominale au 31 août 2016 se chiffrait à 285 \$. La probabilité qu'une telle chose se produise a été rendue plus faible grâce à certaines modalités de la restructuration, notamment l'établissement d'une facilité de financement de marge, l'adoption d'éléments déclencheurs d'écart/perte ayant une plus faible possibilité de se produire, le regroupement d'opérations et le maintien du nantissement en trésorerie et en actifs traditionnels. De plus, de nombreux actifs présentant un risque élevé initialement détenus dans le VAC II sont arrivés à échéance, sans avoir engendré de pertes. Au 31 août 2016, l'indicateur le plus élevé des éléments déclencheurs d'écart/perte s'établissait à 3 % de son niveau de déclenchement.

La loi Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act a été promulguée aux États-Unis en juillet 2010. Les règlements et définitions à l'appui de cette loi, qui sont en voie d'élaboration, devaient entrer en vigueur avant juillet 2011, mais certains règlements ont été retardés considérablement. Si les règlements à venir devaient s'appliquer au VAC II ou aux actifs sous-jacents au VAC II, il se pourrait qu'ils aient une incidence négative sur la valeur des placements de la Société dans les billets du VAC II.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Rien ne saurait garantir l'absence de recul de la juste valeur des placements de la Société dans des billets du VAC II, du PCAC et d'autres billets, ou l'absence de toute détérioration notable des marchés financiers pouvant entraîner des pertes sur des titres adossés à des créances avec flux groupés ou des appels de marge excédant la capacité du VAC II à y faire face, ce qui entraînerait la comptabilisation de pertes sur créances considérables. La juste valeur estimative des placements de la Société, y compris les pertes sur créances prévues, pourrait changer au cours des périodes à venir. Tout changement de la sorte pourrait être important et serait pris en compte dans l'état du résultat net à mesure qu'il surviendrait.

Les billets du VAC II, le PCAC et d'autres billets devraient venir à échéance au cours de l'exercice 2017 et ont par conséquent été classés comme étant courants dans l'état de la situation financière au 31 août 2016. Après le 31 août 2016, la Société a reçu un montant de 73 \$ du principal lié aux billets du VAC II ainsi que le solde restant de 7 \$ du principal des billets de Superior Trust.

#### **Fonds de réserve et instruments financiers**

Les instruments financiers sont également examinés à la note 22 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016. Aux termes de l'acte de fiducie cadre, nous maintenons un fonds de réserve pour le service de la dette et un fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien. Nous sommes également tenus de conserver un certain montant de biens liquides aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale.

Le fonds de réserve pour le service de la dette est composé de trésorerie et de placements admissibles déposés auprès du fiduciaire. Son montant doit être égal ou supérieur à celui du service de la dette pendant un an (compte non tenu de la dette aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale). Le fonds de réserve pour le service de la dette contribue également à couvrir les biens liquides en trésorerie minimaux aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale. Ces biens liquides en trésorerie minimaux correspondent aux charges d'intérêts sur tous les emprunts pendant un an.

Les exigences du fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien sont satisfaites au moyen de l'affectation d'une tranche inutilisée de 270 \$ de nos facilités de crédit consenties. En fin d'exercice, ce fonds doit au moins couvrir le quart des charges annuelles d'entretien et d'exploitation. Ce fonds de réserve contribue également à couvrir les biens liquides minimaux aux termes de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale. Ces biens liquides minimaux correspondent aux biens liquides en trésorerie minimaux susmentionnés majorés d'un montant correspondant au quart des charges d'exploitation et d'entretien de l'exercice précédent.

Au 31 août 2016, nous respectons toutes les exigences de nos actes de fiducie à l'égard de nos titres d'emprunt, y compris celles de l'acte de fiducie cadre en ce qui a trait aux fonds de réserve, aux flux de trésorerie ainsi qu'aux clauses restrictives concernant les taux, de même que les exigences visant les biens liquides et les autres dispositions de l'acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale.

#### **Gestion des risques financiers**

**Risque de taux d'intérêt** – Nous sommes exposés au risque que nos charges d'intérêts nettes augmentent en raison de l'évolution des taux d'intérêt du marché. Un des aspects de ce risque est lié à la possibilité que les obligations venant à échéance doivent être refinancées à des taux plus élevés. Nous atténuons cette source de risque de taux d'intérêt de la façon exposée ci-après :

- nous avons contracté des emprunts dont les échéances actuelles s'étendent jusqu'en 2046 inclusivement, de telle manière que seulement une tranche de la dette arrive à échéance au cours d'un exercice donné;



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

- des swaps de taux d'intérêt à terme ont été conclus afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur les charges d'intérêts associées aux titres d'emprunt que la Société prévoit émettre en avril 2019.

Le fait que la Société possède des placements dans des actifs financiers d'un montant de 492 \$, lesquels portent intérêt à des taux variables, est un autre facteur de risque de taux d'intérêt. Les produits tirés des actifs financiers baissent lorsque les taux d'intérêt reculent. Dans l'environnement actuel caractérisé par de faibles taux d'intérêt, la Société s'est positionnée de façon à bénéficier de l'augmentation des produits tirés des actifs à taux variable par suite de la hausse des taux d'intérêt, et ce, sans présenter une hausse compensatoire des charges d'intérêts.

Pour une analyse du risque de taux d'intérêt lié à nos régimes de retraite, il y a lieu de se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite » ci-dessus.

**Risque de change** – La Société est exposée au risque de change sur les ventes et les achats qui sont libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutefois, la Société facture et perçoit la vaste majorité de ses produits en dollars canadiens et elle engage également des charges d'exploitation et des dépenses d'investissement principalement en dollars canadiens. La majeure partie du risque de change de la Société se rapporte au dollar américain. La Société n'est pas exposée à un risque important découlant d'autres monnaies. Le montant net de l'exposition de la Société au risque de change sur le dollar américain s'établissait à 271 \$ (207 \$ US), essentiellement en raison du placement de la Société sous forme d'actions privilégiées d'Aireon, après impôt.

La Société désigne certains de ses contrats à terme comme des instruments de couverture des flux de trésorerie afin de couvrir l'exposition de la Société aux répercussions des fluctuations des taux de change. Au 31 août 2016, la Société avait acheté 15 \$ US (16 \$ CA) afin de couvrir le coût en dollars canadiens d'une partie des engagements concernant l'acquisition d'actions privilégiées supplémentaires d'Aireon.

La sensibilité aux taux de change s'entend du montant net de l'exposition aux fluctuations des taux de change à la date de clôture, déduction faite des couvertures du risque de change. Au 31 août 2016, si le dollar canadien s'était apprécié ou déprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, le résultat net, compte non tenu du mouvement net des comptes de report réglementaires, aurait subi une variation de 25 \$.

**Risque lié à d'autres prix** – Le risque lié à d'autres prix s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), sans égard au fait que ces changements soient causés par des facteurs propres à l'instrument financier individuel ou à son émetteur, ou par des facteurs touchant tous les instruments financiers similaires négociés sur les marchés.

Afin de réduire le risque de pertes découlant des activités de placement, la Société n'investit que dans des instruments de premier ordre (se reporter aux paragraphes ci-après sur le risque de crédit) et à court terme, exclusion faite des placements dans les billets du VAC II, dans le PCAC et les autres billets ainsi que dans Aireon. Les risques liés aux prix associés aux placements dans des billets du VAC II, dans du PCAC et dans d'autres billets sont analysés dans la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Placements restructurés et autres placements dans du PCAC ».



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est exposé au risque lié aux prix. La juste valeur pourrait varier au fil du temps du fait, entre autres, de la conjoncture et des flux de trésorerie prévus d'Aireon. Aireon est une entreprise en démarrage et toute variation de la juste valeur pourrait être importante. Une variation de 5 % de la juste valeur du placement sous forme d'actions privilégiées aurait une incidence d'environ 10 \$ US (13 \$ CA) sur les produits financiers (autres charges financières) au 31 août 2016.

La juste valeur estimative des placements de la Société, y compris les pertes sur créances estimatives prévues, pourrait changer au cours des périodes à venir. Tout changement de la sorte pourrait être important et il serait reflété à l'état du résultat global à mesure qu'il surviendrait.

**Risque de crédit lié aux placements** – Afin d'atténuer le risque de pertes lié aux activités de placement, nous n'investissons que dans des obligations à court terme et de premier ordre. Exclusion faite des placements dans les billets du VAC II, dans le PCAC et dans d'autres billets ainsi que dans Aireon, la Société limite ses placements à des obligations du gouvernement fédéral, de certains gouvernements provinciaux, d'entités bénéficiant d'une garantie du gouvernement fédéral ou provincial ou d'autres obligations d'entités bénéficiant d'une cote se situant parmi les deux catégories les plus élevées pour les titres d'emprunt à long terme ou dans la catégorie la plus élevée pour les titres d'emprunt à court terme, accordée par au moins deux agences de notation. Tous les titres adossés à des créances doivent être commandités par une banque de l'Annexe I et ils ne doivent contenir aucun actif synthétique. Notre portefeuille est diversifié et comporte des limites exprimées en dollars et en pourcentage qui s'appliquent aux contreparties de placements. Aucun placement courant de la Société au 31 août 2016 n'est en souffrance ou douteux. Les placements sont tous assortis de cotes de crédit à long terme de AAA ou de AA ou de la catégorie la plus élevée des cotes de crédit à court terme, soit R1 (élevé) de la part de DBRS. (Se reporter également à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Placements restructurés et autres placements dans du PCAC »).

**Perception des débiteurs** – Nous avons instauré de strictes politiques de crédit. Nous avons établi une limite de crédit maximale de 4 \$ pour les clients les plus importants auxquels nous fournissons des services de navigation aérienne et avons pris d'autres mesures de contrôle du crédit qui réduisent notre risque de crédit. Nos modalités générales de règlement prévoient un délai de 30 jours pour les services de navigation aérienne et d'au plus 45 jours pour certains autres services, mais des délais de paiement plus courts sont imposés dans le cas de certains clients, lorsque les circonstances le justifient. Grâce à nos politiques de crédit, nous pouvons aussi exiger les paiements à l'avance ou obtenir une sûreté satisfaisante dans certaines circonstances.

**Risque de liquidité** – Nous sommes également exposés à un risque de liquidité. Nous atténuons ce risque en surveillant les exigences actuelles et prévues en matière de liquidités, compte tenu des tendances qui se dessinent en ce qui a trait à la circulation aérienne et des cotisations prévues à nos régimes de retraite, pour nous assurer que nous maintenons des réserves suffisantes en termes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements et (ou) de facilités de crédit inutilisées de sorte à satisfaire à nos exigences en matière de liquidités à court terme ainsi qu'à plus long terme. Aux termes de son acte de fiducie cadre et de son acte de fiducie relatif aux billets d'obligation générale, la Société est tenue de conserver un certain fonds de réserve et certains niveaux de trésorerie, tel qu'il est expliqué à la note 21 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice 2016.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

Au 31 août 2016, la Société disposait d'une tranche inutilisée de 716 \$ aux termes de ses facilités de crédit consenties, et elle avait affecté un montant de 270 \$ de ces facilités pour satisfaire à ses exigences à l'égard du fonds de réserve pour l'exploitation et l'entretien aux termes de l'acte de fiducie cadre. Le fonds de réserve pour le service de la dette de la Société contient des obligations à court terme de premier ordre. La Société estime qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins en matière d'exploitation.

Selon les informations disponibles actuellement, la Société ne prévoit pas que le degré de liquidité des billets reçus au moment de la restructuration du PCAC commandité par des tiers aura quelque répercussion négative importante que ce soit sur ses activités ou sur le maintien de sa conformité à l'égard des clauses restrictives de nature financière. La Société prévoit maintenir des liquidités suffisantes en provenance d'autres sources de manière à pouvoir conserver les billets jusqu'à l'échéance si elle persiste à croire que cette façon de faire constitue une stratégie appropriée pour maximiser la valeur des billets.

**Écarts des flux de trésorerie découlant de la circulation aérienne** – Nous sommes exposés aux changements imprévisibles des volumes de circulation aérienne qui influent directement sur nos flux de trésorerie, comme ceux découlant de récessions (2009), d'attaques terroristes (l'attaque de 2001), d'épidémies (l'épidémie de SRAS en 2004), de difficultés financières de transporteurs aériens et de changements dans les conditions météorologiques pouvant entraîner un détournement de vols vers l'espace aérien du Canada ou en dehors de celui-ci. Les volumes futurs de la circulation aérienne pourraient subir les conséquences d'un certain nombre de facteurs, dont ceux-ci :

- Contexte économique : La circulation aérienne est généralement tributaire de la croissance ou des ralentissements économiques. Par exemple, au cours d'un ralentissement économique, le taux de croissance de la circulation aérienne diminue généralement. Étant donné qu'une part importante des volumes de circulation aérienne est attribuable aux volumes internationaux, les volumes de circulation aérienne sont touchés tant par la situation économique au Canada que par la situation économique à l'échelle mondiale. Sur une base annuelle, une variation de 1,0 % des volumes de circulation aérienne dans l'espace aérien canadien entraîne une variation d'environ 13 \$ de nos produits avant la stabilisation des tarifs.
- Prix du carburant d'aviation : Puisque le carburant représente une portion importante des charges d'exploitation des sociétés aériennes, toute variation des prix du carburant pourrait avoir une incidence sur la demande de transport aérien de passagers dans la mesure où cette variation pourrait se répercuter sur ces derniers.
- Les activités terroristes, les épidémies et les pandémies, les catastrophes naturelles, les préoccupations environnementales et les situations météorologiques pourraient toutes influencer sur la circulation dans l'espace aérien où la Société fournit des services de navigation aérienne.

Notre stratégie consiste à atténuer l'incidence immédiate d'une baisse subite de la circulation aérienne en causant le moins de perturbation possible à notre clientèle. Notre mécanisme de stabilisation des tarifs réduit la volatilité à court terme des redevances d'usage. Notre compte de stabilisation des tarifs permet de suivre et d'accumuler les écarts (positifs ou négatifs) des produits et des charges par rapport aux niveaux prévus afin de les prendre en considération lors de l'établissement des redevances d'usage futures. En outre, nous atténuons l'incidence d'une chute de la circulation aérienne en ayant accès à des liquidités substantielles provenant de nos fonds de réserve et de nos facilités de crédit pouvant être utilisées sans restriction (se reporter à la rubrique « Risque de liquidité » présentée préalablement).



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Couverture d'assurance** – Notre programme d'assurance-responsabilité pour l'aviation a été renouvelé le 15 novembre 2015 et porté à 5 034 \$ US (6 602 \$ CA). Cette assurance, souscrite auprès de syndicats d'assureurs membres du Lloyd's de Londres et d'autres assureurs internationaux, couvre l'ensemble de nos responsabilités envers des tiers au titre des activités liées au SNA au titre de lésions corporelles et de dommages matériels. Le gouvernement du Canada maintenait un programme mis en place peu après le 11 septembre 2001 qui protégeait la Société contre les pertes liées au terrorisme qui pouvaient excéder l'assurance de la Société. Le gouvernement du Canada a mis fin à ce programme le 30 juin 2016. Par conséquent, la Société a souscrit une assurance pour risque de guerre de 2 000 \$ US (2 623 \$ CA) par sinistre assortie d'un plafond global de 4 000 \$ US (5 246 \$ CA) pour les périodes postérieures au 30 juin 2016. La couverture s'étend jusqu'au 15 novembre 2017. Cette assurance a été souscrite auprès de diverses multinationales d'assurance. Cette assurance n'est pas résiliable et n'entraîne pas de coûts importants pour la Société.

La Société est tenue par contrat d'indemniser le gouvernement du Canada à l'égard de toute perte qu'il subirait ou qui lui serait réclamée, et qui est couverte par l'assurance responsabilité applicable à l'aviation de la Société.

**Procédures judiciaires** – La Société est partie à certaines procédures judiciaires dans le cours normal de ses activités. La direction ne prévoit pas que l'issue de l'une ou l'autre de ces procédures aura une incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société, ni sur ses résultats d'exploitation consolidés.

## **CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES**

### **Transition aux IFRS**

La Société a adopté les IFRS pour l'exercice 2016, ce qui porte la date de transition aux IFRS au 1<sup>er</sup> septembre 2014 du fait de l'exigence de présenter un exercice de chiffres comparatifs. L'adoption des IFRS n'a pas changé la nature de nos activités commerciales sous-jacentes et ne modifiera pas l'approche aux termes de laquelle la Société établit le tarif des redevances d'usage. Cette approche est fondée sur les règles de facturation de la Loi sur le SNA, lesquelles prescrivent, entre autres choses, que le tarif des redevances, établi d'après des projections raisonnables et prudentes, ne peut être tel que les produits découlant de ces redevances soient supérieurs aux obligations financières courantes et futures de la Société dans le cadre de la prestation des services de navigation aérienne civile.

Les IFRS ont recours à un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR canadiens; toutefois, il existe des différences importantes quant à certaines questions de comptabilisation, d'évaluation et d'information à fournir. Bien que l'adoption des IFRS n'ait pas modifié nos flux de trésorerie actuels, elle a eu une incidence notable sur les principales méthodes comptables de la Société et elle a par la suite entraîné des changements à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation présentés.

L'analyse qui suit décrit les ajustements importants effectués dans le cadre du retraitement en IFRS de nos états financiers consolidés établis selon les PCGR canadiens pour l'exercice clos le 31 août 2015, ainsi que de notre état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> septembre 2014. Il y a lieu de se reporter à la note 28 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice 2016 pour obtenir un rapprochement détaillé des PCGR canadiens et des IFRS. Les notes complémentaires à ce rapprochement expliquent en détail chaque différence importante.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

*Exemptions qui ont été appliquées*

Selon l'IFRS 1, les nouveaux adoptants doivent appliquer rétrospectivement toutes les IFRS en vigueur à la date de clôture, sous réserve de certaines exemptions facultatives et obligatoires. Nous avons évalué minutieusement chacune des exemptions facultatives et obligatoires et avons appliqué celles qui sont décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice 2016.

**Principales différences de méthodes comptables en IFRS**

***Comptabilisation des activités à tarifs réglementés***

Comme le permettent les PCGR canadiens, la Société appliquait des méthodes comptables propres aux entreprises à tarifs réglementés. Aux termes des IFRS, la comptabilité des activités à tarifs réglementés est autorisée, et les conséquences liées à la transition ont principalement trait à la présentation et à l'information à présenter. Aux termes des PCGR canadiens, les ajustements réglementaires étaient présentés sur une base nette, dans le même poste des états des résultats que l'était la transaction sous-jacente, le cas échéant (par ex., la variation de la charge de retraite réglementaire était comptabilisée dans le même poste que l'était la charge de retraite). Aux termes des IFRS, les ajustements réglementaires sont présentés séparément de la transaction sous-jacente aux états consolidés du résultat net et du résultat global comme mouvement net des comptes de report réglementaires.

***Avantages du personnel, déduction faite du passif réglementaire***

Aux termes des PCGR canadiens, les gains et les pertes actuariels liés aux avantages au titre des régimes de retraite à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi étaient reportés hors bilan et amortis par imputation au résultat, avant la stabilisation des tarifs, selon la méthode du « corridor ». Aux termes des IFRS, la Société comptabilise ces gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils sont constatés, sans reclassement subséquent dans le résultat net. De plus, aux termes des PCGR canadiens, les coûts des services passés acquis étaient reportés et amortis. Aux termes des IFRS, ces coûts sont immédiatement comptabilisés comme une charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Aux termes des PCGR canadiens, les coûts liés aux prestations d'ILD sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés, ce qui est conforme aux IFRS. Aux termes des PCGR canadiens, les droits aux congés de maladie cumulatifs qui ne s'acquièrent pas n'étaient pas comptabilisés à titre de passif avant que le congé eût été pris; seuls les droits aux congés de maladie acquis étaient comptabilisés et les gains et pertes actuariels, de même que les coûts des services passés, étaient reportés hors bilan et amortis par imputation au résultat selon la méthode du « corridor ». Aux termes des IFRS, un passif au titre des droits aussi bien aux congés de maladie cumulatifs acquis qu'à ceux qui ne s'acquièrent pas est comptabilisé et des gains et pertes actuariels relatifs aux droits aux congés de maladie acquis et qui ne s'acquièrent pas, de même que les coûts des services passés, sont présentés dans le résultat net de la période au cours de laquelle les congés sont pris.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

***Opération transfrontalière, déduction faite du passif réglementaire***

Aux termes des PCGR canadiens, bien que la Société ait été considérée comme détenant une participation économique variable dans la fiducie d'origine législative NS ANS QTE 2003-1 (la « fiducie d'origine législative »), soit l'entité structurée créée par une entité américaine au début de l'opération, la Société n'était pas perçue comme bénéficiaire principal de la fiducie d'origine législative en question et, par conséquent, n'était pas tenue de consolider cette entité. Ainsi, les obligations découlant de contrats de location-acquisition, les conventions d'engagement de paiement et les fonds de réserve étaient comptabilisés au bilan de la Société au moment de la conclusion de l'opération. Aux termes des IFRS, la fiducie d'origine législative est consolidée en totalité dans les états financiers consolidés de la Société jusqu'au moment de la résiliation de l'opération de location-acquisition le 6 août 2015, puisque la Société est exposée au rendement de la fiducie d'origine législative et a le pouvoir d'influer sur ce rendement. L'obligation découlant de contrats de location-acquisition a été éliminée dans les états financiers consolidés et la Société a comptabilisé la dette à long terme de la fiducie d'origine législative dans l'opération transfrontalière. Du fait de ces ajustements, lors de la transition aux IFRS, il n'y a eu aucune incidence nette sur les résultats non distribués.

Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont compensées par les produits d'intérêts sur les conventions d'engagement de paiement, ce qui n'a aucune incidence sur le résultat net de la Société pour l'exercice 2015.

**Prises de position comptables futures**

L'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié un certain nombre de normes et modifications qui ne sont pas encore en vigueur. La Société continue d'analyser ces normes et modifications afin de déterminer leur incidence sur ses états financiers consolidés. À l'heure actuelle, la Société ne prévoit adopter aucune de ces normes et modifications avant leur date d'entrée en vigueur.

**IAS 1 – Présentation des états financiers**

En décembre 2014, l'IASB a publié *Initiative concernant les informations à fournir* (modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*). Ces modifications visent à améliorer la présentation actuelle de l'information et les obligations d'information et elles encouragent les entités à avoir recours au jugement professionnel en ce qui a trait aux obligations d'information et de présentation dans leurs états financiers. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'application anticipée est permise. La Société s'attend à ce que ces modifications n'aient pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

**IFRS 9 – Instruments financiers**

L'IFRS 9 remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Cette nouvelle norme présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers. Elle introduit une nouvelle norme de comptabilité de couverture générale, qui permet d'adapter la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. La norme modifie également le modèle de dépréciation existant en introduisant un nouveau modèle de « perte de crédit prévue » afin de calculer la dépréciation. L'IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective avec certaines exemptions. L'application anticipée est permise.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IFRS 15 propose un nouveau modèle pour la comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle propose deux approches pour la comptabilisation des produits, soit à un moment donné ou au fil du temps, et prévoit une analyse des transactions fondée sur les contrats en cinq étapes pour déterminer si un montant doit être comptabilisé au titre des produits et, le cas échéant, établir le montant comptabilisé ainsi que la date de comptabilisation. La norme instaure de nouvelles estimations et de nouveaux seuils de jugement, lesquels peuvent avoir une incidence sur le montant comptabilisé ou la date de comptabilisation. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'application anticipée est permise.

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, menant à terme son projet d'amélioration de l'information financière à l'égard des contrats de location. La nouvelle norme remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*. Elle énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir pour les deux parties à un contrat. Pour les preneurs, l'IFRS 16 élimine le classement d'un contrat de location à titre de contrat de location simple ou de contrat de location-financement qui existe aux termes de l'IAS 17, et exige la comptabilisation des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. L'IFRS 16 reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17; elle maintient le classement d'un contrat de location à titre de contrat de location simple ou de contrat de location-financement, de même que la comptabilisation d'un contrat de location selon son classement. L'IFRS 16 doit être appliquée rétrospectivement selon une application rétrospective intégrale ou une application rétrospective modifiée, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'application anticipée est permise, à condition que l'entreprise ait adopté l'IFRS 15.

IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir de l'IASB. Ces modifications exigent des entités qu'elles fournissent des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs découlant des activités de financement, notamment les variations découlant des flux de trésorerie et les variations hors trésorerie. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur application anticipée est permise.

IAS 12 – Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui clarifient la façon de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et leur application anticipée est permise.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS**

La préparation d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et formule des jugements qui influent sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée, sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur les informations fournies à l'égard des engagements et des éventualités à la date des états financiers. Ces estimations et jugements sont fondés sur les résultats antérieurs, sur la conjoncture actuelle et sur diverses autres hypothèses qui sont jugées raisonnables dans les circonstances. Compte tenu de leur nature, ces estimations et jugements font l'objet d'incertitudes et les montants actuellement présentés dans les états financiers consolidés de la Société pourraient s'avérer inexacts dans l'avenir.

Les estimations comptables et jugements qui suivent sont fondés sur les hypothèses de la direction et sont jugés critiques puisqu'elles portent sur des sujets comportant de grandes incertitudes. Toute variation par rapport à ces estimations et jugements pourrait avoir une incidence importante sur nos états financiers consolidés. Ces estimations et jugements sont passés en revue régulièrement.

### **Jugements critiques**

#### **Méthodes d'amortissement**

Les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles se fondent sur la méthode la plus pertinente que détermine la direction pour refléter le rythme auquel est consommé l'avantage économique futur lié à l'actif. À cette fin, la direction tient compte de divers facteurs, notamment des normes sectorielles, des directives des fabricants ainsi que des antécédents et de l'expérience de la Société.

#### **Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles**

Dans le cadre de l'examen de la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des unités génératrices de trésorerie, des hypothèses importantes doivent être posées afin d'évaluer la valeur recouvrable. Les hypothèses les plus importantes concernent le droit de la Société de continuer à fournir des services de navigation aérienne civile et d'avoir la compétence exclusive de fixer et de percevoir les redevances d'usage pour de tels services. Si des changements surviennent à l'égard de ces attentes, des charges de dépréciation pourraient être requises, ce qui entraînerait des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

#### **Partenariats**

La Société a déterminé que la structure de son placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est une coentreprise. Il est nécessaire de faire preuve de jugement lors de l'établissement du contrôle conjoint et du classement des partenariats. Une partie exerce un contrôle conjoint sur une entreprise lorsqu'un consentement unanime des parties partageant le contrôle est requis pour les décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation. Les partenariats octroyant à toutes les parties des droits aux actifs nets des entités aux termes des arrangements sont classés comme des coentreprises. La Société a utilisé son jugement dans l'évaluation des facteurs déterminant le contrôle conjoint, y compris pour relever les principales décisions stratégiques relatives aux activités financières et d'exploitation d'Aireon.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Principales sources d'incertitude liée aux estimations et aux hypothèses**

**Avantages du personnel**

Nous comptabilisons les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme conformément à l'IAS 19, *Avantages du personnel*.

Selon les IFRS, les montants présentés dans nos états financiers consolidés sont déterminés en fonction d'hypothèses actuarielles concernant les estimations des obligations au titre des prestations futures et du rendement des actifs des régimes. Ces hypothèses portent, sans toutefois s'y limiter, sur le taux d'actualisation utilisé pour estimer les obligations au titre des prestations futures, le taux de croissance de la rémunération, l'inflation, la tendance des coûts liés aux soins de santé et la durée moyenne prévue du reste de la carrière active des membres du personnel. Les montants touchés sont les actifs et passifs au titre des avantages du personnel à l'état de la situation financière, les salaires et avantages sociaux ainsi que le coût financier net lié aux avantages du personnel à l'état du résultat net, et les réévaluations des régimes à prestations définies du personnel à l'état du résultat global.

Même si ces hypothèses reflètent les meilleures estimations de la direction, des écarts quant aux résultats réels ou des variations des hypothèses pourraient influencer considérablement sur les obligations au titre des prestations constituées et sur les coûts nets futurs des régimes.

Les principales hypothèses appliquées pour calculer les coûts nets des régimes d'avantages sociaux sont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer les obligations au titre des prestations, y compris les prestations de retraite et les hypothèses relatives à la mortalité des retraités.

Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus futurs qui seront nécessaires pour satisfaire aux obligations des régimes. Il est fondé sur le rendement des obligations à long terme de sociétés de premier ordre dont les échéances correspondent aux flux de trésorerie estimatifs des régimes.

En raison de la capitalisation des déficits des régimes de retraite (de la manière déterminée selon les évaluations des régimes aux fins de la capitalisation conformément aux règles du BSIF) au cours des exercices antérieurs, les cotisations aux régimes de retraite ont été de beaucoup supérieures à la charge de retraite portée à l'état des résultats. Nos estimations des cotisations futures aux régimes de retraite sont présentées ci-dessus à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Besoins en trésorerie – Régimes de retraite ».

Il y a lieu de se reporter à la note 2 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice 2016 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principales sources d'estimations et d'incertitudes en ce qui a trait aux avantages du personnel.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Placements restructurés et autres placements dans du PCAC**

Se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Gestion des risques financiers » (plus précisément, « Risque de liquidité » et « Risque de crédit lié aux placements »).

Les placements dans des billets reçus au moment de la restructuration du PCAC en janvier 2009 par le comité pancanadien des investisseurs sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. La Société a déterminé la juste valeur selon la méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés en tenant compte de l'information disponible sur la conjoncture du marché à la date d'évaluation. Au moment de la restructuration, la majeure partie des placements dans du PCAC ont été convertis en de nouveaux instruments financiers, soit les billets du VAC II, assortis d'échéances qui correspondent à celles des actifs sous-jacents et portant intérêt à des taux d'intérêt qui reflètent la nature des actifs sous-jacents et des flux de trésorerie s'y rapportant. La Société a établi que la juste valeur de ces billets se situait à 14 \$ en deçà de leur valeur nominale au 31 août 2016. Cette estimation comporte une incertitude relative à la mesure et dépend de la conjoncture du marché à la date d'évaluation ainsi que des pertes sur créances estimatives prévues. Une variation de 50 points de base du facteur d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur des billets en fonction du marché aurait une incidence d'environ 1 \$ sur l'ajustement de juste valeur. Rien ne garantit que la valeur de ces placements, y compris les pertes sur créances estimatives prévues, ne variera pas dans l'avenir. Tout changement de la sorte pourrait être important et il serait reflété à l'état des résultats à mesure qu'il surviendrait.

Au 31 août 2016, un marché actif aux fins d'une évaluation comptable de niveau 1 pour les billets restructurés ne s'était toujours pas mis en place. Si un marché actif pour les billets restructurés venait à se mettre en place dans l'avenir, la Société modifierait sa méthode d'évaluation et utiliserait alors les valeurs affichées sur ce marché pour établir la juste valeur de ses billets.

**Placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon**

Le placement de la Société dans Aireon prend la forme d'actions privilégiées rachetables et convertibles en actions ordinaires. Jusqu'à ce que la Société exerce son droit de convertir ses actions privilégiées en actions ordinaires, elle n'a pas accès aux actifs nets résiduels d'Aireon, et de ce fait, ce placement est comptabilisé comme un instrument financier. La Société a choisi de désigner le placement sous forme d'actions privilégiées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Comme il n'existe pas de marché actif pour les instruments de capitaux propres d'Aireon et que les participations acquises par les investisseurs supplémentaires ont sensiblement les mêmes caractéristiques que celles acquises par la Société, la Société a utilisé le prix payé par les investisseurs supplémentaires comme base pour évaluer la juste valeur d'Aireon et de son placement dans l'entité sous forme d'actions privilégiées d'Aireon au cours des périodes de présentation de l'information financière subséquentes. L'évaluation fait l'objet d'une incertitude relative à l'estimation et elle est tributaire de l'atteinte d'objectifs d'exploitation, techniques et financiers par Aireon et Iridium. Se reporter à la rubrique « SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT – Instruments financiers et gestion des risques – Gestion des risques financiers » (plus précisément, « Risque lié à d'autres prix »).

La Société continue de surveiller l'état d'Aireon afin de déterminer la présence d'indicateurs qui auraient une incidence sur la juste valeur d'Aireon. Les variations de l'évaluation d'Aireon à titre d'entité pourraient avoir une incidence significative sur l'évaluation du placement sous forme d'actions privilégiées, dont les changements seraient pris en compte dans l'état du résultat net au besoin. Le placement sous forme d'actions privilégiées d'Aireon est assujéti au risque lié aux prix. La juste valeur pourrait fluctuer au fil du temps en raison notamment de la conjoncture, de l'ajout d'investisseurs supplémentaires et des flux de trésorerie d'Aireon.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Immobilisations corporelles et incorporelles**

La Société établit des estimations visant la durée d'utilité attendue des immobilisations corporelles et incorporelles. En outre, la ventilation par composants des immobilisations corporelles et incorporelles de la Société, soit les bâtiments, se fonde sur les meilleures estimations de la direction à l'égard des éléments qui représentent un coût significatif par rapport au coût total de l'actif ainsi que sur les ressemblances ou dissemblances dans leur rythme de consommation et leur durée d'utilité en vue de calculer l'amortissement. Ces estimations se fondent sur les données et renseignements provenant des fournisseurs, sur les pratiques sectorielles et sur les antécédents de la Société. Les estimations et hypothèses sont évaluées chaque année. Les changements à ces estimations peuvent être importants et découlent de divers facteurs, notamment les changements concernant l'utilisation et l'usure futures attendues, ainsi que les antécédents et l'expérience de la Société. Tout ajustement nécessaire est comptabilisé par le biais de la dotation aux amortissements de manière prospective.

La durée d'utilité estimative des bâtiments varie de 15 à 40 ans, la durée d'utilité résiduelle moyenne s'établissant à sept ans pour les bâtiments existants. La durée d'utilité estimative des systèmes et du matériel est de 3 à 25 ans. Les systèmes et équipements de navigation aérienne sont généralement amortis sur 10 à 15 ans. Les systèmes administratifs, notamment les logiciels, les serveurs et les périphériques, sont généralement amortis sur 3 à 8 ans. Le droit de navigation aérienne est amorti sur une période de 46 ans, soit la période de recouvrement qu'a établie le conseil, agissant en qualité de régulateur de tarifs. Les logiciels achetés et les logiciels maison sont amortis sur 5 à 20 ans.

**CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Conformément au Règlement 52-109, *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») ainsi que sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »).

**Contrôles et procédures de communication de l'information**

La Société a conçu des CPCI qui visent à fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à l'attention du chef de la direction et du chef des finances, en particulier dans la période au cours de laquelle la publication des documents annuels doit être préparée, et que l'information devant être fournie par la Société aux fins du respect des obligations d'information continue est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation canadienne en valeurs mobilières applicable.

Sous la supervision des dirigeants signataires, la direction a évalué l'efficacité des CPCI et, d'après cette évaluation, les dirigeants signataires ont conclu que les CPCI de la Société étaient efficaces au 31 août 2016.



**RAPPORT DE GESTION  
EXERCICE 2016  
(en millions de dollars)**

---

**Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La Société a conçu un CIIF au moyen du cadre établi dans le document intitulé « Internal Control – Integrated Framework » publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission qui vise à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de publication conformément aux IFRS. Au moment de concevoir et d'apprécier les contrôles internes, il faut tenir compte du fait que, en raison de ses limites inhérentes, un système de contrôle, quelle que soit la qualité de sa conception et de son fonctionnement, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et peut ne pas être en mesure de prévenir ou de détecter des inexactitudes.

Sous la supervision des dirigeants signataires, la direction a évalué l'efficacité du CIIF et, d'après cette évaluation, les dirigeants signataires ont conclu que le CIIF de la Société était efficace au 31 août 2016.

**Changements apportés au CIIF**

Aucun changement n'est survenu dans le CIIF de la Société au cours de l'exercice clos le 31 août 2016 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le CIIF de la Société et aucun changement n'est survenu dans le CIIF de la Société au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Le passage aux IFRS n'a pas exigé de changements importants aux CPCI ni au CIIF de la Société. La Société a examiné les différences entre les IFRS et les PCGR canadiens, a apporté des améliorations aux contrôles existants et a conçu et mis en œuvre de nouveaux contrôles au besoin.